

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>20.04.2024</b>
Thema	<b>Wahlen</b>
Schlagworte	<b>Keine Einschränkung</b>
Akteure	<b>Schaffhausen, Schwyz</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Bernath, Magdalena  
Brändli, Daniel  
Bühlmann, Marc  
Clivaz, Romain  
Denz, Andrea  
Heer, Elia  
Hohl, Sabine  
Porcellana, Diane  
Rinderknecht, Matthias

## Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Denz, Andrea; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Schwyz, Schaffhausen, 1991 – 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 20.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	2
Wahlen in kantonale Regierungen	11
Kantonale Ersatzwahlen	16
Eidgenössische Wahlen	18
Ständeratsersatzwahlen	28

# Abkürzungsverzeichnis

<b>SPK-NR</b>	Staatspolitische Kommission des Nationalrats
<b>BV</b>	Bundesverfassung
<b>PUK</b>	Parlamentarische Untersuchungskommission
<b>gfs.bern</b>	Forschungsinstitut gfs.bern

---

<b>CIP-CN</b>	Commission des institutions politiques du Conseil national
<b>Cst</b>	Constitution fédérale
<b>CEP</b>	Commission d'enquête parlementaire
<b>gfs.bern</b>	Institut de recherche gfs.bern

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Wahlen

#### Wahlen

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2016  
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.<sup>1</sup>

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2017  
DIANE PORCELLANA

**Les cantons du Valais, de Neuchâtel, de Vaud et de Soleure ont renouvelé leurs autorités durant l'année 2017.** Les Conseils d'Etat de Neuchâtel et de Vaud n'ont pas connu de changement en terme de composition partisane. Alors que l'UDC a perdu un siège à l'exécutif valaisan et le PLR a l'exécutif soleurois, les deux partis les ont conservés lors des élections complémentaires organisées à Schaffhouse et en Appenzell Rhodes-Extérieures. Lors de la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures, le siège PDC a pu être maintenu. Les villes de St-Gall et de Winterthour ont également appelé leurs citoyennes et citoyens en cours de législature. Une deuxième

femme a rejoint l'exécutif de la ville de St-Gall, l'exécutif a pris un virage à gauche et le PDC n'y est plus représenté pour la première fois depuis cent ans. Dans la seconde ville, les Verts ont assuré leur unique siège.

Quant aux législatifs, le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Vaud (+11 sièges) et de Neuchâtel (+8). Il devient le parti le plus fort (49 sièges) au Grand conseil vaudois, détrônant ainsi le PS (37 sièges). Toutefois, la droite ne parvient pas à former une majorité au parlement cantonal. Le PDC a perdu des sièges en Valais (-6 fauteuils), dans les cantons de Soleure (-4) et de Vaud (-4). Les Vert'libéraux suivent la voie, avec la perte d'un siège à Soleure et à Neuchâtel. Dans les cantons romands, les Verts assoient leur présence. Alors que le PS s'est affaibli dans le canton de Vaud, il s'est renforcé à Soleure. L'UDC enregistre une grande défaite à Neuchâtel, avec la perte de 11 sièges.

La part des femmes dans les législatifs cantonaux et communaux a légèrement augmenté par rapport aux élections précédentes, avec 27.2% au niveau cantonal et 39.6% à l'échelon communal. C'est le canton de Neuchâtel, qui a vu croître largement sa part de femmes au législatif cantonal avec 13 femmes supplémentaires en 2017. Deux nouvelles femmes siègent à présent dans les exécutifs de Vaud et de Soleure. Le présence d'une femme a pu être assurée lors de l'élection complémentaire du gouvernement schaffhousois. Sur l'ensemble des cantons, le PS possède le plus de représentantes dans les exécutifs, avec 13 femmes.

Durant l'année, la population neuchâteloise a accepté le projet de circonscription unique pour l'élection du Grand conseil en 2021. Des fraudes électorales auraient eu lieu en Valais, une enquête pénale a été ouverte afin de confirmer les soupçons. La société civile s'est particulièrement impliquée lors de l'élection du gouvernement valaisan, notamment avec le mouvement «Coupons-lui la voie» à l'encontre du ministre sortant Oskar Freysinger (udc).<sup>2</sup>

### Wahlen in kantonale Parlamente

**WAHLEN**  
DATUM: 05.04.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlen ins Schwyzer Kantonsparlament brachten im Gegensatz zu jenen von Uri eine **Schwächung des links-grünen Lagers**. Die SP verlor zwei Sitze (neu 11) und das Kritische Forum Schwyz (KFS) büsste die Hälfte seiner Vertretung ein. Als klare Sieger gingen die Freisinnigen mit vier Sitzgewinnen aus den Wahlen hervor (neu 34). Die SVP legte einen Sitz zu, während die CVP ein Mandat abgab. Die Auto-Partei ging wie bei ihrem ersten Anlauf im Jahre 1988 wieder leer aus. Die rechtsnationalistische Partei der Zukunft (PdZ) mit Marcel Strebel als Mentor, welche bei den letzten Nationalratswahlen 6,4% Wähleranteil erreicht hatte, kandidierte nicht. Zu den Siegerinnen gehörten die Frauen, welche neu durch zwölf Rätinnen (am Ende der Legislatur waren es sechs gewesen) vertreten sind (12%).<sup>3</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 22.11.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Grossratswahlen im Kanton Schaffhausen waren von der massiven Einbusse an Sitzen und Wähleranteilen der SP gekennzeichnet; fünf der sechs verlorengegangenen Sitze gingen an die **Liste des dissidenten Sozialdemokraten** und ehemaligen Redaktors der Schaffhauser AZ, Arthur Müller, welcher als einziger Kandidat auf der Liste "sozial-liberal" kandidiert hatte. Ursprünglich war er aus Gründen des SP-intern festgelegten Frauenanteils als überzählig aus der Nomination ausgeschieden, worauf er sich für eine Einzelkandidatur entschied. Im Moment seiner Wahl war er noch Mitglied der SP, gab jedoch kurz darauf seinen Austritt aus der Partei bekannt. Bei den bürgerlichen Parteien gewannen die FDP und die SVP je zwei Sitze, während die CVP ein Mandat verlor. **Erstmals musste die Auto-Partei in einem Ostschweizer Kanton einen Rückschlag in Form eines Sitzverlustes hinnehmen**. Der Landesring hatte keine eigene Liste mehr aufgestellt, dafür traten an seine Stelle die zwei Gruppierungen "Ökoliberale Bewegung Schaffhausen" (neu mit drei Sitzen) sowie die "Aktion liberale Schaffhauser" (2 Sitze). Von den übrigen Kleinparteien verlor die EVP ein Mandat und verblieb wie das Grüne Bündnis mit einem Sitz vertreten. Der Frauenanteil konnte im Vergleich zu 1988 nur leicht von 15% auf 16,3% erhöht werden.<sup>4</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.12.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Gesamterneuerungswahlen für sechs Kantonalparlamente (BS, SG, SH, SZ, TG und UR) zeigte sich eine Fortsetzung der Tendenz des Vorjahres. Die **Parteien der Mitte konnten ihre Erosion nicht stoppen**, wobei wiederum die CVP mit 20 Sitzverlusten am stärksten betroffen war; allerdings ist ein Teil dieser Einbusse auf die Einführung des Proporzwahlrechtes in gewissen Urner Gemeinden zurückzuführen. Die FDP stoppte hingegen ihre leicht absteigende Tendenz und gewann drei Mandate hinzu. Bei der SP hielt der Aufwärtstrend mit sieben Sitzgewinnen an, wobei starke Unterschiede in den einzelnen Kantonen, auch in bezug auf die Wähleranteile, zu verzeichnen waren. Die Grünen wiederum mussten leichte Verluste hinnehmen, wobei die noch nicht in die GP integrierte POCH Basel über die Hälfte ihrer Sitze und ihres Wähleranteils verlor, ohne dass diese Verluste seitens der GP wieder aufgefangen worden wären. Die Auto-Partei verzeichnete im Berichtsjahr einerseits einen spektakulären Erfolg mit zwölf Sitzgewinnen im Kanton St. Gallen und zog erstmals in Basel ins Parlament ein, stagnierte jedoch andererseits in den übrigen Kantonen. Bezüglich der Wahlbeteiligung war keine einheitliche Tendenz auszumachen; Veränderungen bis zu 4% im Vergleich zu den letzten Wahlen kamen sowohl nach unten als auch nach oben vor. Einzig im Kanton Schaffhausen ist die langfristige Tendenz stetig absteigend. In sämtlichen kantonalen Parlamenten konnten die Frauen ihren Anteil verbessern. Von 684 in sechs Kantonen gewählten Parlamentsmitgliedern waren 117 (17,1%) Frauen. Spektakulär war die Zunahme des Frauenanteils im Parlament der Stadt Bern, in welchem die Frauen neu 42,5% der Sitze und damit gesamtschweizerisch den höchsten Anteil erreichten.

**WAHLEN**  
DATUM: 12.03.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Bei den Kantonsratswahlen im Kanton Schwyz **legte die SVP um weitere acht Sitze zu** und erreichte eine Fraktionsstärke von 20 Sitzen im 100köpfigen Parlament. Bei drei Sitzverlusten konnte sich die **CVP mit 43 Mandaten als stärkste Fraktion** behaupten. Dabei hatten 15 der Bisherigen auf eine Wiederwahl verzichtet. Ebenfalls drei Sitzverluste (neu 26) hatte die FDP zu beklagen. Die Sozialdemokraten gingen unverändert mit elf Sitzen aus dem Rennen. Von insgesamt 66 Wiederkandidierenden wurden fünf nicht wieder gewählt. Der Frauenanteil beträgt im neuen Parlament 14%, wobei die Quote bei der SVP 5% und bei der SP 27,3% erreicht. Eine vom GfS-Forschungsinstitut durchgeführte Studie kam zum Schluss, dass im Kanton Schwyz vergleichsweise weniger Frauen für ein politisches Amt zur Verfügung stehen. Zudem hätten hier Frauen die schlechteren Wahlchancen, weil sich die Wählerschaft noch sehr stark an der traditionellen Männerkarriere in Familie, Beruf und Politik orientiere.<sup>5</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 24.09.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Im Kanton Schaffhausen wurde ein Monat nach den Regierungsratswahlen vom August auch der 80köpfige Grosse Rat neu bestellt. In sechs Wahlkreisen stellten sich insgesamt 211 Männer und 101 Frauen auf 30 Listen zur Wahl. Weil in Schaffhausen nach dem Proporz gewählt wird, konnten sich auch kleinere Gruppierungen wie die Jungsozialisten, die Junge SVP, die vor vier Jahren erstmals in Erscheinung getretenen Jungparlamentarier oder die Senioren-Allianz eine Chancen ausrechnen. Nicht mehr dabei war die Aktion Liberaler Schaffhauser (ALS), die in den Wahlen vor vier Jahren leer ausgegangen war. Auch die Freiheitspartei ist vollends von der Bildfläche verschwunden. Die SP versprach, mehr „Bewegung“ in die Kantonsangelegenheiten zu bringen und die SVP wartete mit „Power“ auf. „Damit es aufwärts geht“ (FDP), „lebenswerte Zukunft“ (EVP), „unverwechselbar“ (GB) oder „zeitgemässe Ideen“ (CVP) lauteten andere Slogans.

Siegreich erwiesen sich die kämpferischen Voten der **SVP (+4)** und der **Ökoliberalen (+2)**. Die als „Bauernpartei“ aufgetretene SVP holte sich auch in der Stadt wichtige Stimmenanteile und stellt mit 27 Sitzen neu die grösste Fraktion im Parlament. Gezeichnet von der Nichtwahl ihrer prominentesten Exponentin Ursula Hafner bei den vergangenen Ständeratswahlen und vom Verlust eines Regierungssitzes im August, verlor die SP zwei Mandate (neu 21) und die Stellung als stärkste Fraktion im Rat. Die FDP krebste leicht zurück und verlor einen Sitz (neu 16). Ebenfalls einen Sitzverlust hatte die CVP (neu 5) zu verzeichnen. Unverändert ging die EVP mit zwei Mandaten aus dem Rennen. Überraschend holte sich die aus ehemaligen Sozialdemokraten und Sozialliberalen geschmiedete Senioren-Allianz auf Anhieb drei Mandate. Nicht mehr im Parlament vertreten sind die Jungparlamentarier (-2).<sup>6</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 28.03.2004  
MAGDALENA BERNATH

In Schwyz bewarben sich 319 Kandidierende auf die 100 Sitze im Kantonsrat, 26 mehr als vor vier Jahren. Spannung kam im Vorfeld der Wahlen vor allem in mehreren kleinen Gemeinden auf, wo sich die **SVP** einen Sitz erhoffte. Sie **übertraf mit sieben zusätzlichen Mandaten ihr Wahlziel** von vier bis fünf Gewinnen und stellt neu mit 27 Abgeordneten die zweitstärkste Fraktion hinter der CVP mit nur noch 34 Vertretern; die Christlichdemokraten mussten gleich neun Sitze abtreten, so viele wie noch nie zuvor. Die zwei Verluste der FDP (24 Sitze) hielten sich hingegen in Grenzen. Zu den Gewinnerinnen gehörte auch die SP, die vier zusätzliche Mandate eroberte und neu 15 Parlamentsmitglieder stellt. Die Zahl der Frauen im Schwyzer Kantonsrat erhöhte sich um vier auf 18 (18%).<sup>7</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.09.2004  
MAGDALENA BERNATH

2004 bestellten Schaffhauserinnen und Schaffhauser einen Monat nach den Regierungsratswahlen zum letzten Mal ein aus 80 Mitgliedern bestehendes Parlament; in vier Jahren soll der Kantonsrat auf 60 Personen verkleinert werden. In den sechs Wahlkreisen liessen sich insgesamt 299 Männer und 111 Frauen auf 34 Listen aufstellen. Während in der Vergangenheit vor allem die bürgerlichen Parteien CVP, EVP, FDP und SVP Listenverbindungen eingegangen waren, machte nun auch die Linke vom taktischen Schulterschluss Gebrauch. In Neuhausen, im Klettgau und im Reiat spannte die SP mit den eher rechts von ihr stehenden Ökoliberalen zusammen. Im Wahlkreis Schaffhausen hingegen verbanden sich diese im Einklang zu der im Parlament bestehenden Fraktionsgemeinschaft mit der EVP. Die CVP verzichtete weitgehend auf eine Wahlallianz, einzig in Neuhausen schloss sie sich wie bisher der FDP-SVP-Gruppe an. Ohne Listenverbindung blieb die erstmals ohne ihren Initiator antretende Senioren-Allianz. Bei den Wahlen im September vermochte die **SVP ihre starke Stellung** innerhalb der bürgerlichen Parteien dank dem Erfolg ihrer Jungpartei (+3) mit 30 Sitzen weiter auszubauen. Die **SP** konnte sich vom Rückschlag vor vier Jahren **erholen** und erzielte neu 24 Mandate (+3). Zu den erfolgreichen Gruppierungen gehörten auch die Ökoliberale Bewegung mit 6 Sitzen (+1) und die Alternative Liste Schaffhausen, die erstmals mit einem Vertreter in den Kantonsrat einzieht. Verluste erlitten hingegen die CVP, die FDP und die Senioren-Allianz, die alle je zwei Mandate abgeben mussten: Die FDP blieb trotz massiven Einbussen an Wählerstimmen mit 14 Sitzen drittgrösste Kraft, die CVP erreichte mit nur noch 3 Vertretern die Fraktionsstärke nicht mehr, und die bürgerliche, aber in sozialen Fragen oft sozialdemokratisch politisierende Senioren-Allianz verlor zwei ihrer drei Mandate. Zu den Verliererinnen gehörten auch die EVP, deren bisher zwei Sitze umfassende Vertretung halbiert wurde, und das Grüne Bündnis, das von vornherein auf eine eigene Liste verzichtet hatte; seine bisherige Vertreterin wurde auf der SP-Liste als Kantonsrätin bestätigt. Der Frauenanteil im Schaffhauser Parlament sank auf 21,3% (17 Frauen).<sup>8</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 16.03.2008  
SABINE HOHL

Für die 100 Sitze im Schwyzer Kantonsrat bewarben sich 314 Personen. Die **SVP** konnte bei den Wahlen **deutlich zulegen**: Sie gewann 14 Sitze hinzu (neu 41 Sitze) und kam auf einen Wähleranteil von 37,5% (+8,4 Prozentpunkte). Die SP erlitt dagegen einen Absturz von 15 auf 9 Sitze. Ihr Wähleranteil betrug 8,8%. Die FDP verlor 3 Sitze (neu 21) bei einer Parteistärke von 19,6%, die CVP deren 5 (neu 29) bei 29,8% Wähleranteil. Die Grünen und die „Freien Unabhängigen“ konnten nicht in das Parlament einziehen. Die SVP hatte seit 1992 in Schwyz stets an Stärke gewonnen, der Wahlerfolg von 2008 war jedoch der bisher grösste und der SVP gelang es mit grossem Vorsprung, die bisher dominierende CVP als stärkste Partei abzulösen. Der Erfolg der SVP wurde unter anderem auf die Thematisierung der Abwahl von Christoph Blocher aus dem Bundesrat sowie des Gangs in die Opposition der nationalen SVP und eine damit verbundene verstärkte Mobilisierung der Schwyzer SVP-Anhänger zurückgeführt. Der Frauenanteil im Parlament stieg auf 23% (2004: 18%).<sup>9</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 28.09.2008  
SABINE HOHL

Im Kanton Schaffhausen wurden die Sitzzahlen erstmals nach dem doppeltproportionalen Sitzzuteilungsverfahren (**„doppelter Pukelsheim“**) ermittelt. Dieses System ermöglicht eine genauere Abbildung der Wähleranteile, indem zuerst eine Oberzuteilung (Verteilung der Sitze im ganzen Kanton auf alle Parteien) und dann eine Unterverteilung (Verteilung der Mandate auf die einzelnen Wahlkreise) erfolgt. Das Verfahren erhöht die Wahlchancen für kleinere Parteien. Zudem wurde das Schaffhauser Parlament von 80 auf 60 Sitze verkleinert. 99 Kandidatinnen und 306 Kandidaten traten auf 51 Listen zu den Wahlen an. Von den bisher im Parlament vertretenen Parteien beteiligten sich die folgenden erneut: SVP, SP, FDP, die zur GPS gehörende Ökoliberale Bewegung Schaffhausen (ÖBS), CVP, EVP und die Alternative



Liste (AL). Neu reichten auch EDU und Jungfreisinnige Listen ein. Die Senioren-Allianz trat auf den SVP-Listen an. Bei den Wahlen konnten wie erwartet die kleineren Parteien vom neuen Sitzzuteilungsverfahren profitieren. Das Schaffhauser Parlament wurde dadurch vielfältiger. Die Sitzzahlen der kleineren Parteien (im Vergleich zum alten Parlament mit 80 Sitzen): Ökoliberale Bewegung 5 (-1), EDU 1 (+1), EVP 1 (-), CVP 3 (-), AL 3 (+2). Am politischen Gewicht der grösseren Fraktionen änderte sich wenig. Die **bürgerliche Mehrheit** im Rat blieb erhalten. Die FDP erzielte ein gutes Ergebnis (+5,1 Prozentpunkte Wähleranteil) und holte 14 Sitze (-), darunter zwei Sitze der Jungfreisinnigen, die SVP verlor 3,0% und erreichte 19 Sitze (-11), darunter drei Sitze der Jungen SVP. Die SP erhielt 14 Sitze (-10 Sitze, -4,2 Prozentpunkte Wähleranteil). Zahlreiche Bisherige wurden abgewählt, darunter viele Frauen. Nur 9 Frauen (3 SP, 2 FDP, 2 ÖBS, 1 CVP, 1 SVP) erhielten noch ein Mandat. Dies entspricht einem Frauenanteil von 15%, einem der tiefsten Werte im gesamtschweizerischen Vergleich. Die Reduktion der Anzahl Sitze im Parlament hatte einen negativen Effekt auf die Frauenvertretung, wobei dies vor allem durch einen Rückgang des Frauenanteils an den gewählten SP-Abgeordneten zu erklären ist (2008: 21,4%, 2004: 41,6%).<sup>10</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 01.01.2012  
MARC BÜHLMANN

Im Jahr nach den eidgenössischen Wahlen standen **in acht Kantonen Gesamterneuerungswahlen** an: in Aargau, Basel-Stadt, Schaffhausen, Schwyz, St. Gallen, Thurgau, Uri und Waadt. Im Zentrum des Interesses stand unter anderem die Frage, ob sich die Resultate der nationalen Wahlen – Gewinne für die neue Mitte aus BDP und GLP, Verluste von FDP, CVP und GP, Stagnation der SVP und Erholung der SP – auch auf kantonaler Ebene zeigten. Nimmt man alle acht Wahlen zusammen, so lässt sich der nationale Trend zumindest teilweise wiederfinden: **die neue Mitte legte in der Tat deutlich zu**. Die GLP gewann insgesamt 18 zusätzliche Mandate, davon sieben alleine im Kanton Waadt. Auch die BDP konnte zulegen und total neun zusätzliche Sitze gewinnen. Allerdings schaffte sie es nur in zwei Kantonen (SG und TG), in denen sie neu angetreten war, auch zu Mandaten. In den Kantonen Basel-Stadt, Schwyz und Waadt ging sie hingegen leer aus. Den nationalen Trend widerspiegeln auch die Verluste der CVP und der GP. In den acht Kantonen verlor die CVP per Saldo sieben Sitze, vier davon im Kanton St. Gallen. Im Kanton Uri konnte sie ihre Vormachtstellung allerdings mit lediglich einem Sitzverlust halten. Die Grünen mussten wohl auch aufgrund der Erfolge der GLP Federn lassen. Per Saldo verlor die Partei zehn Sitze. Trösten konnte sie sich einzig mit dem Gewinn jeweils eines Sitzes in den Kantonen St. Gallen und Schwyz. Nicht ganz in das Bild der nationalen Wahlen vom Vorjahr passen die hohen Gewinne der SP, die Trendumkehr bei der FDP und die teilweise sehr hohen Verluste der SVP. Die Sozialdemokraten legten per Saldo um elf Sitze zu. In keinem Kanton kam es für die SP zu Sitzverlusten. Einzig in den Kantonen Aargau und Schaffhausen konnten die Genossen nicht zulegen. Die FDP konnte sich 2012 per Saldo über einen Sitzgewinn freuen. Ein verlustreiches Jahr hatte die SVP zu verzeichnen. Nicht weniger als 22 Mandate musste sie in den Kantonen im Berichtsjahr per Saldo abgeben. Im Kanton Thurgau gab es einen Verlust von zehn Sitzen und in den Kantonen Schwyz und St. Gallen musste die erfolgsverwöhnte Partei jeweils sechs Mandate abgeben. Freilich bleibt die Volkspartei in fünf der acht Kantone (AG, SH, SZ, SG, TG) mit teilweise grossem Abstand stärkste Partei. Ihre Verluste kommen also durchaus auch einer gewissen Normalisierung gleich. Ihre einzigen verbleibenden kantonalen Sitze verloren die Schweizer Demokraten im Kanton Aargau. Die SD, die Ende der 1980er Jahre über 50 Sitze in den kantonalen Parlamenten belegten, waren zum Schluss des Berichtsjahres in keiner einzigen kantonalen Legislative mehr vertreten.

Freilich verdecken die per Saldo-Gesamtergebnisse die Tatsache, dass kantonale Wahlen in ihrem jeweiligen Kontext grosse Unterschiede hinsichtlich der Entwicklungen in den Parteienlandschaften zeitigen können, die im Berichtsjahr nicht zuletzt auch dem Umstand geschuldet sind, dass in drei der acht Kantone (AG, BS, TG) die Wahlen nach Reformen der Wahlregime durchgeführt wurden (vgl. auch die entsprechende Debatte im Kanton Schwyz). Dies führte etwa im Kanton Aargau zu einer eigentlichen Flurbereinigung: waren vor den Wahlen elf Parteien im Grossen Rat, hatten nach den Wahlen nur noch neun Parteien Mandate. Interessant ist auch das kantonspezifische Abschneiden der FDP, die in vier Kantonen neun Sitze gewann (AG, BS, SZ, UR), wobei das gute Abschneiden auch dem frischen Wind durch den neuen Parteipräsidenten Philipp Müller zugeschrieben wurde. Die grössten Sitzverluste der Freisinnigen fanden just in jenen Kantonen statt (SH, VD), in denen die SVP zulegen konnte, wobei im Kanton Waadt mit der nach den Wahlen stattfindenden Fusion zwischen FDP und LP ebenfalls eine spezielle Ausgangslage herrschte. Die hohen Verluste der Volkspartei konzentrierten sich auf jene drei Kantone, in denen sie in den letzten Jahren sehr stark zugelegt hatte (TG, SG, SZ). Ähnlich wie bei den nationalen Wahlen gingen die

verlorenen Sitze der SVP allerdings nur zu einem Teil an die BDP, welche ihrerseits eher der CVP das Leben schwer zu machen schien. Die GLP hingegen machte vor allem den Grünen die Wählerschaft abspenstig. Überall dort wo die GLP zulegen konnte, verlor die GP (AG, TG, VD), wo die GLP hingegen stagnierte oder nicht antrat (BS, SH, SZ, UR), musste die GP keine (BS) oder nur leichte Verluste (SH, UR) hinnehmen bzw. konnte sogar zulegen (SZ); einzige Ausnahme bildete der Kanton St. Gallen, wo sowohl die GP als auch die GLP Sitze gewannen. Die kleinen Parteien schnitten unterschiedlich ab. Die EVP konnte ausser im Kanton Basel-Stadt, wo sie aufgrund der neuen Quoren gleich drei ihrer vier Sitze abgeben musste, ihre Mandate halten (AG, SH, SG). Die EDU konnte im Kanton Thurgau von den hohen Verlusten der SVP profitieren und um drei Sitze zulegen und ihre Mandate im Kanton Aargau halten. Kein Erfolg war der EDU in den Kantonen St. Gallen und Basel-Stadt beschieden. In Schaffhausen resultierte ein Sitzgewinn während im Kanton Waadt der einzige Sitz verlustig ging. Eine Erstarbung von links- und rechtsextremen Gruppierungen konnte in den Kantonen Schaffhausen und Basel-Stadt beobachtet werden. In Schaffhausen scheint sich die Alternative Liste zu einer ernst zu nehmenden Kraft zu entwickeln, gewann sie doch zwei Sitze und verfügte neu über Fraktionsstärke. Im Kanton Basel-Stadt sorgte mit Eric Weber ein alter Bekannter der rechtsextremen Szene für eine Überraschung: mit seiner Volksaktion erzielte er auf Anhieb zwei Sitze im Grossen Rat.

Die Betrachtung aller 26 kantonalen Parlamente Ende 2012 vermag die Verschiebungen im Berichtsjahr ein wenig zu relativieren. Rund 80% aller 2559 kantonalen Parlamentssitze (exklusive AI) befanden sich in der Hand der vier grossen Parteien: Angeführt von der SVP (544 Sitze, 21,3% aller kantonalen Parlamentssitze), gefolgt von der FDP (524 Sitze, 20,5%) und der CVP (469 Sitze, 18,3%) verfügten dabei die bürgerlichen Parteien gesamthaft über eine deutliche Mehrheit. Die SP (460 Sitze; 18,0%) und die GP (191 Sitze, 7,4%) waren hingegen in allen Kantonen auf Unterstützung angewiesen. Nimmt man alle Kantone zusammen, so war die BDP Ende 2012 in den kantonalen Legislativen ein wenig stärker verankert (86 Sitze, 3,4%) als die GLP (71 Sitze, 2,7%). Allerdings konzentrierte sich die Stärke der BDP vor allem auf die drei Gründerkantone (GL: 10 Sitze; BE: 25 Sitze; GR: 26 Sitze).

Zu den Verliererinnen gehörten im Berichtsjahr die Frauen. Im **Vergleich zu den Vorwahlen wurden per Saldo 6 Sitze weniger von Frauen besetzt**. In fünf Kantonen (BS, SZ, SG, TG, UR) wurden weniger Frauen gewählt als bei den Wahlen zuvor, in den Kantonen Basel-Stadt und Schwyz verloren die Frauen sogar je sechs Sitze. Nur in den Kantonen Aargau (+8 Sitze), Schaffhausen und Waadt (je +1 Sitz) nahm der Frauenanteil zu. In allen acht Kantonen waren weniger als ein Drittel der Mandate von Frauen besetzt. Dies war – werden alle 26 Kantone betrachtet – Ende 2012 lediglich in Zürich (60 von 180 Sitzen) und in Basel-Landschaft (32 von 90 Sitzen) der Fall. Insgesamt lag die Frauenquote in allen kantonalen Parlamenten zusammen bei 25,1% und war damit im Vergleich zum Vorjahr (25,3%) erneut leicht zurückgegangen.

In **sechs der acht Kantone hatte die Wahlbeteiligung im Vergleich zu den letzten Gesamterneuerungswahlen zugenommen**. Einzig in den Kantonen Waadt und Thurgau war die Partizipation rückläufig. In den Kantonen Aargau und Thurgau nahm dabei nicht einmal ein Drittel der Bürgerinnen und Bürger ihr Wahlrecht wahr. Im Schnitt beteiligten sich im Berichtsjahr 41,4% an den Parlamentswahlen, wobei die Partizipationsrate von 31,9% (AG) bis 54,0% (SH) variierte.<sup>11</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 11.03.2012  
MARC BÜHLMANN

Für die 100 Sitze im **Schwyz Kantonsrat** bewarben sich 310 Personen (davon 77 Frauen), marginal weniger als vier Jahre zuvor (314). Am meisten Kandidierende stellte die CVP (84 Personen), gefolgt von der SVP (83 Personen), der FDP (78 Personen) und der SP (61 Personen). Insgesamt traten 78 Bisherige wieder an. Im Kanton Schwyz bilden die Gemeinden die Wahlkreise. 13 der 30 Gemeinden sind Einerwahlkreise und in zwölf dieser Gemeinden fanden stille Wahlen statt, da jeweils lediglich eine Kandidatur eingereicht wurde. Mit der neuen, 2012 an einer Urnenabstimmung beschlossenen Kantonsverfassung soll das Wahlsystem für die Wahlen 2016 in ein reines Proporzverfahren geändert werden. Nach wie vor sollen jedoch die einzelnen Gemeinden die Wahlkreise bilden, was zu einigen Diskussionen bei der Gewährleistung der Verfassung durch das eidgenössische Parlament führte, weil die Kombination von Proporzverfahren mit ungleich grossen und/oder sehr kleinen Wahlkreisen möglicherweise gegen die Bundesverfassung verstösst.

Bei den Wahlen musste die **erfolgsverwöhnte SVP zum ersten Mal seit über 30 Jahren eine Niederlage** einstecken. Zwischen 1992 und 2008 hatte die Volkspartei ihre Sitzzahl

von 5 auf 41 verachtfacht. Bei den Wahlen 2012 musste sie aber sechs Sitze abgeben (neu 35 Sitze). Dass die Partei ihren Zenit überschritten hat, wurde bereits bei den Nationalratswahlen deutlich, als die Partei fast sieben Prozentpunkte an Wählerstimmen verloren hatte. Allerdings scheint die Schwyzer SVP staatstragender zu werden. Dies zeigt nicht nur der Umstand, dass sie bei den Ständeratswahlen vom Herbst 2011 neu gleich beide Mandate besetzen konnte, sondern auch, dass sie bei den Regierungsratswahlen einen dritten Sitz gewann. Trotz der Sitzverluste blieb die SVP denn auch stärkste Partei im Kantonsrat, weil die CVP – lange Zeit führende Partei im Kanton Schwyz – nicht von den Verlusten profitieren konnte: sie blieb auf 29 Sitzen, obwohl sie vor den Wahlen zu einem eigentlichen Grossangriff geblasen hatte. Von ihrem langjährigen negativen Trend erholen konnte sich die FDP, die zwischen 1992 und 2008 von 34 auf 21 Sitze abgerutscht war. Sie gewann zwei Mandate hinzu (neu 23 Sitze). Die SP, die bei den Regierungsratswahlen zur grossen Verliererin gehörte, konnte sich mit dem Gewinn eines Sitzes in der Legislative trösten (neu 10 Sitze). Zwei der restlichen drei Sitze gingen an Parteilose, wovon einer unter dem Label „sachorientiert und konstruktiv“ angetreten war; ein Sitz ging zudem an die Grüne Brigitta Michel Thenen, die auf einer SP-Liste kandidiert hatte. Zu den Verliererinnen gehörten die Frauen, die lediglich noch 17 der 100 Sitze besetzen konnten, ganze sechs weniger als in der letzten Legislaturperiode. Unter den SVP-Parlamentariern waren lediglich noch zwei Frauen; vor vier Jahren waren noch sieben SVP-Vertreterinnen ins Kantonsparlament gewählt worden. Die Wahlbeteiligung betrug 44,3% und war damit rund drei Prozentpunkte höher als vor vier Jahren.<sup>12</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 23.09.2012  
MARC BÜHLMANN

Vier Wochen nach den Regierungsratswahlen, bei denen die fünf Bisherigen einem Angriff der SP standgehalten hatten, wurden die Vertreterinnen und Vertreter in den **60-köpfigen Kantonsrat** gewählt. Vor allem die Sozialdemokraten zeigten sich vor den Parlamentswahlen aber trotz der Niederlage bei den Exekutivwahlen zuversichtlich. Konkurrenz erwuchs der SP, für die erstmals auch die Juso antrat, von Parteien und Gruppierungen auf zehn weiteren Listen. Die SVP (bisher total 19 Sitze) kandidierte mit 180 Personen auf drei unterschiedlichen Generationenlisten: SVP (bisher 16 Sitze), Junge SVP (bisher 3 Sitze) und neu die SVP Senioren. Für Aufmerksamkeit in den Medien sorgte dabei die Kandidatur von Gerhard Blocher, Bruder des Zürcher National- und alt-Bundesrates Christoph Blocher, auf der Seniorenliste. Die FDP (bisher 12 Sitze), für die in fünf Wahlkreisen auch die Jungfreisinnigen (bisher 2 Sitze) antraten, stellte in allen Wahlkreisen Listen, ebenso die im linken Spektrum angesiedelte Alternative Liste (bisher 3 Sitze). Die im Kanton Schaffhausen eher schwache CVP (bisher 3 Sitze), die Ökoliberale Bewegung (ÖBS, bisher 5 Sitze), eine der GLP ähnliche, aber schon seit der Gründung (Zusammenschluss Jungliberaler und Umweltgruppierungen 1990) etwas weiter links politisierende, der nationalen GPS angeschlossene Partei, sowie die EDU (bisher 1 Sitz) traten jeweils in einem Wahlkreis nicht an, die EVP (bisher ebenfalls 1 Sitz) in deren zwei. Total kandidierten 517 Personen (davon 134 Frauen) auf zwölf Listen in den sechs Wahlkreisen für die 60 Sitze. 55 Bisherige traten erneut an. Die Wahlen wurden zum zweiten Mal nach 2008 mit dem doppelten Pukelsheim durchgeführt. Es lohnte sich also vor allem für die kleinen Parteien, möglichst in allen Wahlkreisen anzutreten.

Die wenigen Vakanzen, der von der Presse als flau bezeichnete Wahlkampf, aber auch die anstehenden Aufgaben – Gesundung der Kantonsfinanzen, ein neues Spital, ein neues Sicherheitszentrum und Ausgaben in der Bildung – waren laut Presse die Gründe für die **lediglich marginalen Verschiebungen zwischen den Lagern** im Schaffhauser Kantonsrat. Zwar konnte die AL, die sich von einer Protestpartei für junge Wählerinnen und Wähler langsam zu einer etablierten linken Partei mit Fraktionsstärke mauserte, um zwei Sitze zulegen (neu: 5 Sitze) und mit 7,5% gar mit der ÖBS als viertstärkste Kraft gleichziehen. Die Gewinne der AL gingen wohl aber vor allem auf Kosten des linken Lagers. Die SP musste nämlich nicht nur einen Sitz abgeben (neu 13 Sitze), sondern verlor auch fast zwei Prozentpunkte an Wählerstimmen (21,1%). Allerdings konnten sich die Sozialdemokraten mit dem Sitzgewinn der Juso (neu: 1 Sitz, 1,5%) trösten. Ebenfalls einen Sitz abgeben musste die ÖBS (neu: 4 Sitze, 7,5%). Auch innerhalb des bürgerlichen Lagers kam es zu Verschiebungen. Am meisten leiden musste dabei die FDP, die sich bei den Regierungswahlen noch überraschend stark geschlagen hatte (siehe unten): die Freisinnigen mussten gleich drei Sitze abgeben (neu 9 Sitze) und verloren die vor vier Jahren gewonnenen 5 Prozentpunkte an Wählerstimmen fast gänzlich wieder (neu 15,0%). Wenigstens die Jungfreisinnigen konnten ihre beiden Sitze und ihren Wähleranteil halten (neu 3,3%). Die Strategie der SVP, mit drei Generationenlisten anzutreten, zahlte sich aus. Die Mutterpartei (16 Sitze, 26,7%) und die Junge SVP (3 Sitze, 4,4%) konnten ihre jeweiligen Mandate verteidigen. Die

Seniorenliste gewann neu einen Sitz im Kantonsrat (2,5%). Insgesamt besetzte die Volkspartei also einen Drittel des Parlaments. Ihre Wählerschaft schien sich von den negativen Schlagzeilen der nationalen Mutterpartei nicht beeinflussen zu lassen. Zu den Siegerinnen gehörte auch die EDU, die einen Sitz erobern konnte (neu 2 Sitze, 3,5%). Die CVP (3 Sitze, 4,9%) und die EVP (1 Sitz, 2,2%) mussten zwar leichte Wählereinbussen in Kauf nehmen, konnten ihren Besitzstand aber wahren. Die Wahlbeteiligung lag mit 54,0% ganz leicht über dem Wert der letzten Wahlen (53,8%). Der Frauenanteil stieg zwar im Vergleich zu den letzten Wahlen mit 16,7% wieder leicht an (2008: 15,0%), erreichte aber den bisher höchsten Wert aus dem Jahr 2000 (22,5%) nicht.<sup>13</sup>

#### GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 01.01.2014  
MARC BÜHLMANN

Die **Diskussionen** um die kantonalen Wahlverfahren **flauten auch 2014 nicht ab**. Während der Bundesrat dem reinen Majorzverfahren eher skeptisch gegenübersteht, ist das Bundesgericht kulanter und lässt sowohl das Majorz- wie auch das Proporzverfahren zu. Bei letzterem darf aber kein zu hohes Quorum gelten. Ein Sitz sollte – so das höchste Gericht – mit einem Stimmenanteil von maximal 10% erzielt werden können. Dies ist abhängig von der Grösse der einzelnen Wahlkreise. Ziemlich vehement verlief die Debatte im Kanton Schwyz. 2013 hatte das Bundesgericht das neue Schwyzer Wahlrecht – ein Mischverfahren aus Proporz und Majorz – aufgrund der zu hohen Quoren als nicht konform beurteilt und der Nationalrat hatte die Erhaltung der Kantonsverfassung, bzw. des Teils mit dem Wahlrecht abgelehnt. In der teilweise sehr emotional geführten Debatte wehrte sich die SVP gegen den „schleichenden Staatsstreich“ des Bundesgerichtes, gegen dessen Einmischung man sich zur Wehr setzen wolle. Entsprechend machte sich die Volkspartei mit Hilfe einer Initiative zur Einführung des Majorzes für eine einphasige Mehrheitswahl stark. Die anderen Parteien, die sich im kantonalen Parlament unterstützt von der Regierung durchzusetzen vermochten, bevorzugten hingegen den so genannten, bereits von den Nachbarkantonen Zug und Nidwalden eingeführten "doppelten Pukelsheim". Das Doppeltproporzverfahren, das in einem ersten Schritt die Mandate den Parteien über den ganzen Kanton hinweg zuteilt und in einem zweiten Schritt die Sitze auf die einzelnen Gemeinden verteilt, sichere eine repräsentative Abbildung aller politischen Kräfte des Kantons im Parlament. Zu reden gab nicht nur die Opposition der SVP gegen „deutsche Professoren, die sich nicht in urschweizerische Angelegenheiten einzumischen hätten“ – Friedrich Pukelsheim ist ein deutscher Mathematiker – sondern auch die Höhe eines Quorums, das bei diesem Verfahren verhindern soll, dass zu viele Kleinstparteien Erfolg haben. Als Kompromissvorschlag obsiegte schliesslich eine 1-Prozent-Hürde. Das letzte Wort wird die Schwyzer Stimmbürgerschaft im März 2015 haben. Im Kanton Zug reichte die Piratenpartei gegen die hier beschlossene 3-Prozent-Hürde eine Beschwerde ein. Die Zuger Stimmbevölkerung hatte bereits 2013 mit grossem Mehr den doppelten Pukelsheim eingeführt. Allerdings forderte der Zuger Regierungsrat in einer Standesinitiative die „Wiederherstellung der Souveränität der Kantone in Wahlfragen“. Im Juli doppelte der Kanton Uri mit einer Standesinitiative nach, die ebenfalls Souveränität der Kantone bei Wahlfragen als verfassungsgrundsatz forderte. Beide Kantonsbegehren, die 2014 im Parlament noch nicht behandelt wurden, waren eine deutliche Spitze gegen die Einmischung des Bundesgerichtes. Dieses wies die Beschwerde der Piraten im Dezember ab. Damit wurde auch eine im September 2014 eingereichte Beschwerde der Zürcher Piratenpartei gegen die 5-Prozent-Hürde bei den kantonalen Wahlen in Zürich obsolet. Auch im Kanton Uri läuft die Diskussion um ein neues Wahlverfahren und auch im Urkanton ist der Unmut gegen die Bevormundung gross. Im Kanton Graubünden fanden die Wahlen 2014 zwar noch nach dem reinen Majorzverfahren statt – neben Graubünden nur noch in den beiden Appenzell Usanz – dagegen machte sich allerdings Widerstand breit. 33 Stimmberechtigte – darunter auch ehemalige Grossräte – reichten unmittelbar nach den Wahlen Beschwerde ein, da die Stimmkraftgleichheit in den krass unterschiedlich grossen 39 Wahlkreisen verletzt sei. Freilich haben sich die Bündner Stimmberechtigten zwischen 1927 und 2013 nicht weniger als acht Mal gegen die Einführung eines Proporzverfahrens gewehrt, ähnlich wie die Stimmberechtigten im Kanton Appenzell Ausserrhoden, wo die Idee eines proportionalen Verfahrens zwischen 1920 und 2008 sechs Mal an der Urne abgeschmettert worden war. Hängig ist hier allerdings eine 2011 eingereichte Beschwerde gegen das Majorzverfahren. Zudem hiess die Ausserrhoder Stimmbevölkerung im November 2014 mit einer grossen Mehrheit von 79,8% Ja-Stimmenanteil eine Reform der Sitzverteilung gut, mit der die Stimmkraftgleichheit verbessert werden soll. Weil jede der 20 Gemeinden bisher fix einen Sitz im 65-köpfigen Kantonsrat hatte und die restlichen 45 Sitze dann nach Einwohnerzahl verteilt wurden, waren die rund 60% der Bevölkerung, die in den fünf grössten Gemeinden wohnen, mit lediglich 31 Sitzen (also nur zu 48%) im Kantonsparlament vertreten. Mit der gutgeheissenen Reform wird die Vorverteilung des einen Sitzes aufgehoben und die

Sitzverteilung im Divisorverfahren vorgenommen, wobei allerdings auch Kleinstgemeinden mindestens einen Sitz erhalten sollen. Dies hat zur Folge, dass die grossen Gemeinden mehr Sitze erhalten – allen voran Herisau, das neu 18 statt wie bisher 14 Abgeordnete stellt. Noch nie zur Debatte stand das Wahlverfahren im Kanton Appenzell Innerrhoden.<sup>14</sup>

**STANDESINITIATIVE**  
DATUM: 18.03.2016  
MARC BÜHLMANN

Weil die SPK-NR im Gegensatz zu ihrer Schwesterkommission im Ständerat den beiden Standesinitiativen der Kantone Uri (14.316) und Zug (14.307) nicht Folge geben wollte, gelangten die beiden Geschäfte zur Frage der **Souveränität der Kantone bei der Ausgestaltung ihrer Wahlsysteme** in den Nationalrat. Die Kommissionssprecher erklärten, dass man bereits 2013 bei der Diskussion um die Gewährleistung der Verfassung des Kantons Schwyz über die Angelegenheit diskutiert habe. Man habe sich bereits damals für eine faire Ausgestaltung des Wahlrechts eingesetzt. Das Recht der Kantone, ihr eigenes Wahlsystem auszuwählen, werde nur dann beschnitten, wenn die Wahlrechtsgleichheit bedroht sei: Bei Proporzahlen müssen die Stimmen aller Bürgerinnen und Bürger ein vergleichbares Gewicht haben. Nur so würden auch die Grundbedingungen der Verfassung gewahrt. Gerhard Pfister (cyp, ZG), Anführer der Kommissionsminderheit, wies darauf hin, dass die Ursache der Initiative Entscheide des Bundesgerichtes in den letzten 10 Jahren gewesen seien, die in die kantonale Autonomie eingegriffen hätten. Diese Rechtsprechung sei zudem widersprüchlich geworden, weil das Bundesgericht einerseits Majorzwahlen gestatte, die im Sinne der Repräsentation ungerechter seien als Proporzahlen. Andererseits zeige das Gericht die Tendenz, nur noch bestimmte Proporzsysteme zulassen zu wollen. Nicht nur den Eingriffen des Bundesgerichtes sei ein Riegel zu schieben, sondern die kantonale Autonomie abzusichern. Die Standesinitiativen verlangen eine Präzisierung von Artikel 34 BV, der eine unverfälschte Stimmabgabe gewährleistet. Die Argumentation der Kommissionsminderheit schien in der Volkskammer zu verfangen. Beiden Standesinitiativen wurde mit 99 zu 87 Stimmen bei 4 Enthaltungen (Zug) bzw. 98 zu 90 Stimmen bei 3 Enthaltungen (Uri) Folge gegeben. Dank der deutlichen Mehrheiten der SVP- und der CVP-Fraktion, unterstützt von einigen FDP-Abweichlern muss nun eine Verfassungsänderung in Angriff genommen werden. In der Presse wurde der Entscheid als Trotzreaktion auf die Bundesgerichtsurteile der letzten Jahre kommentiert. Der Versuch, kantonale Autonomie über die Demokratie zu stellen sei allerdings gefährlich: Wenn die Kantone beim Wahlrecht einen Freipass erhielten, könnten sie auch das Frauenwahlrecht wieder abschaffen, gab etwa der Staatsrechtler Andreas Auer zu bedenken.<sup>15</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 20.03.2016  
DIANE PORCELLANA

Pour la première fois, la répartition des sièges lors de **l'élection du parlement schwytois** s'est faite selon le système du double Pukelsheim. La part d'électeurs de chaque parti politique dans tout le canton détermine le nombre de mandats qu'un parti politique peut avoir au parlement cantonal. Un parti politique doit atteindre au moins 1% des suffrages dans l'ensemble du canton pour recevoir un mandat. Les mandats gagnés par les partis sont ensuite attribués aux 30 circonscriptions, si bien que chaque circonscription reçoit le nombre de mandats qui correspond à sa part de population. Au moins un mandat est garanti à chaque circonscription. Ce nouveau système a été accepté par référendum le 8 mars 2016, après que le Tribunal fédéral et l'Assemblée fédérale avaient, en 2012, qualifié l'ancienne procédure d'élection d'anticonstitutionnelle. En effet, certaines circonscriptions avaient alors un quorum supérieur à 10%, ce qui impliquait une variation du poids des voix des électeurs. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, un système proportionnel est jugé anticonstitutionnel lorsque aucun mécanisme (regroupement de circonscriptions électorales ou double Pukelsheim par exemple) n'empêche les quorums naturels de plus de 10%. Au-delà de 10%, un quorum ne permet plus d'assurer l'égalité de valeur des suffrages lors du dépouillement. Lors de la révision totale de la Constitution cantonale du 24 novembre 2010, le parlement cantonal avait refusé d'introduire le modèle du double Pukelsheim, bien que les circonscriptions électorales fussent trop petites pour avoir un système proportionnel. En 2012, le Conseil des Etats voulait octroyer la garantie fédérale à la constitution schwytoise, malgré les oppositions du Conseil fédéral et du Tribunal fédéral concernant l'article 48 al.3 de la Constitution schwytoise, selon lequel le Grand conseil est élu au système proportionnel. Le Conseil national, lui, se positionna en défaveur de l'octroi de la garantie fédérale. Lors de la procédure d'élimination des divergences, le Conseil des Etats demanda de séparer cet article du reste de la Constitution cantonale afin de permettre l'octroi de la garantie fédérale aux autres articles de la constitution. Le Conseil national refusa. L'octroi de la

garantie fédérale à l'ensemble des articles fut donc retardé. La question sous-jacente opposait la souveraineté accordée aux cantons (art. 3 et 47 al. 1 BV) et le droit des électeurs de jouir des mêmes droits politiques (art.136 al.1 BV). En mars 2013, faisant suite au refus de la garantie fédérale pour l'article concernant le mode d'élection du Grand conseil, une initiative cantonale avait été lancée par l'UDC pour demander l'élection du parlement cantonal au scrutin majoritaire. Ce mode de scrutin aurait permis de contrer le problème lié au poids des voix des citoyens. A contrario, des députés issus des Verts, du PS, des Vert'libéraux, du PBD et du PEV avaient lancé quant à eux une initiative afin de conserver le système proportionnel dans le canton, tout en essayant d'assurer l'égalité du poids des voix des électeurs. Le système de répartition des sièges a donc été un sujet très discuté dans les médias durant la campagne.

Pour le renouvellement du pouvoir législatif, six listes ont été déposées: celle des libéraux-radicaux, de l'UDC, du PDC, du Parti socialiste et des Verts, des Indépendants, des Vert'libéraux du canton de Schwytz et, finalement, du Parti évangélique. Sur les 376 candidatures, 96 représentaient des femmes. Il faut noter que plusieurs personnes se sont portées candidates dans des circonscriptions ne correspondant pas à leur lieu d'établissement. Cela est permis dans la législation cantonale et donne ainsi la possibilité aux petites circonscriptions d'avoir un député qui les représente au parlement cantonal.

L'UDC a obtenu 33 sièges, représentant ainsi le parti le plus fort du parlement, suivi par le PDC (27 sièges), le PLR (22 sièges), le PS et les Verts (15 sièges) et finalement les Vert'libéraux (3 sièges). En comparaison à 2012, l'UDC, le PDC et le PLR ont chacun perdu deux sièges. Les Vert'libéraux ont obtenu deux sièges supplémentaires et la gauche a eu un gain de quatre sièges. Le Parti évangélique, n'ayant pas atteint le quorum nécessaire pour obtenir un siège, s'est vu privé de représentation. Le nouveau parlement se compose donc de 66 anciens députés, auxquels s'ajoutent 34 nouveaux élus. C'est au sein de l'UDC que l'on retrouve le plus d'anciens députés (soit 23) et le plus grand nombre de nouveaux (soit 10). Sept anciens députés candidats n'ont pas été réélus. En comparaison avec l'ancienne législature, trois sièges occupés par des femmes ont été perdus et un total de 14 femmes figurent désormais au parlement cantonal. Le parlement est toujours majoritairement bourgeois. La composition en terme de force des partis reflète celle du nouveau gouvernement, où siègent trois membres de l'UDC, deux du PLR et deux du PDC.<sup>16</sup>

WAHLEN  
DATUM: 25.09.2016  
DIANE PORCELLANA

Pour la troisième fois, le **Parlement du canton de Schaffhouse** a été élu selon le système du double Pukelsheim. Ce système, comptabilisant les voix des partis au niveau du canton et incitant alors les petits partis à déposer des listes dans les circonscriptions, peut expliquer le nombre croissant de candidatures. En 2008, on dénombrait 407 candidats pour les 60 sièges à distribuer, en 2012, 517 candidats et en 2016, 534 (dont 171 femmes). Sur les 60 sièges à pourvoir, 52 députés se représentaient pour un mandat supplémentaire. Lors de la campagne, le JUSO s'est fait prendre à détruire et à retirer les affiches de campagne des partis adverses, le PLR et l'UDC. La volonté du JUSO était d'attirer l'attention sur les divergences entre les promesses électorales de ces partis, telles que présentées sur leurs affiches, et leur réelle politique au Parlement cantonal. Le PLR a qualifié cette pratique comme étant de faible gravité, l'UDC réfléchissant à porter plainte. Mais ce qui fit échos dans les médias fut la candidature de l'UDC Claudio Gantert qui, dans un commentaire à un post Facebook, a répondu «Heil Hitler», en plus d'avoir fait part de sa sympathie à Hitler à plusieurs reprises déjà. L'UDC, se défendant de ne pouvoir contrôler tous ses candidats sur les réseaux sociaux, affirma que la position du Parti était claire et ne laissait aucune place pour ces idées d'extrême droite. La candidature du sympathisant figura sur la liste UDC. S'il avait été exclu du parti, sa candidature serait restée valable, même en n'étant plus rattachée à un parti politique. De plus, il restait éligible, étant donné que le caractère d'éligibilité ne se perd qu'en cas de déménagement hors canton ou de décès.

Concernant les résultats, l'UDC avec le gain d'un siège, atteint 17 sièges ce qui équivaut à 28,2 % des voix. Le PS conserve ses 13 sièges (21,5% des voix), tout comme le PLR ses 9 sièges (13,9% des voix). L'UDC senior (1% des voix), le Parti évangélique (2,4% des voix) et JUSOplus (1,3% des voix) maintiennent leur unique siège au Parlement cantonal. L'ÖBS/Vert perdent 2 sièges avec 3,9 % des voix, tout comme les jeunes UDC (2,0 % des voix). Les premiers possèdent encore deux sièges au Parlement cantonal, les seconds plus qu'un. Les Vert'libéraux gagnent 4 sièges avec 5,7% des voix et accèdent ainsi au Parlement cantonal. Reste cependant à noter que – pendant la législature – deux mandataires de ÖBS ont changé de parti et représentent depuis 2013 les Vert'libéraux. L'UDC Agro (2,1% des voix) et l'UDC KMU (1,8% des voix) entrent au Parlement cantonal avec chacun un siège. AL perd un siège (7,1 % des voix), tout comme le PDC (3,7% des voix) et les jeunes PLR (1,7% des voix). AL a donc quatre sièges, le PDC deux et les jeunes

PLR plus qu'un. L'UDC dispose donc avec ses cinq listes 21 des 60 sièges, il est le parti politique le plus fort au Parlement cantonal, suivi par le PS et le PLR. La majorité reste en main bourgeoise, comme durant la législature précédente.<sup>17</sup>

### Wahlen in kantonale Regierungen

**WAHLEN**  
DATUM: 26.04.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Von den zwölf Kandidaten für die siebenköpfige Schwyzer Regierung erreichten nur zwei im ersten Wahlgang bei einer Beteiligung von 38,4% das absolute Mehr: Landammann und Finanzdirektor Marty (cvp) und seine Parteikollegin Margrit Weber-Röllin. Der zweite Wahlgang brachte **keine Änderung der seit 1944 geltenden "Zauberformel"** für die parteipolitische Zusammensetzung (4 CVP, 2 FDP, 1 SP). Überraschend war aber, dass die beiden bisherigen Regierungsräte Bruhin (fdp) und Wyrsh (sp) hinter die drei Neuen, Kälin (cvp), Camenzind (fdp) und Inderbitzin (cvp) zu stehen kamen. Die Beteiligung betrug im zweiten Wahlgang lediglich 14,4%, was die niedrige Motivation der Bevölkerung angesichts der drei sich gegenseitig unterstützenden Regierungsparteien widerspiegelte. Die zwei grünen Kandidaten sowie jener der Demokratischen Autopartei stellten keine ernstzunehmende Konkurrenz dar.<sup>18</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.08.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Spannungslos und ohne Überraschungen verlief die Bestätigung der fünf bisherigen Regierungsräte im Kanton Schaffhausen, da **weder Demissionen noch Kampfkandidaten** angesagt waren. Ein besonderes Merkmal dieser Wahlen bestand in der Tatsache, dass die Mehrheit der Stimmzettel (über 58%) leer oder ungültig eingegeben wurde. Das beste Resultat erzielte Ernst Neukomm (sp). Die Beteiligung sank von 68,2% bei den letzten Wahlen auf 60,2%.<sup>19</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 16.04.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Bei den Schwyzer Regierungsratswahlen kam es zu einem **Schlagabtausch im bürgerlichen Lager**: Das Wahlbündnis aus CVP und FDP bekämpfte den Einzug der SVP in die Regierung. Für den ersten Wahlgang hatten sich zwölf Männer für die sieben Regierungssitze beworben. Aber nur zwei, die Bisherigen Franz Marty (cvp) und Kurt Zibung (cvp), erreichten die notwendige Stimmenzahl. Keiner der übrigen verlor dabei den Mut; alle traten sie zum zweiten Wahlgang an: (in der Reihenfolge der im ersten Wahlgang erreichten Stimmenzahl) der Bisherige Werner Inderbitzin (cvp), der Neue Georg Hess (cvp), Dozent an der landwirtschaftlichen Hochschule Wädenswil, Justizdirektor Fritz Huwyler (fdp), Nationalrat Peter Föhn (svp), SVP-Parteipräsident Richard Bingisser, gefolgt von Bauunternehmer Alois Christen (fdp), dem einzigen SP-Kandidaten Revierförster Armin Hüppin und dem Parteilosen Bruno Suter. Für den zweiten Wahlgang bündelten CVP und FDP ihre Kräfte: Nach dem jüngsten Wahlerfolg der SVP bei den Kantonsratswahlen vom Februar befürchteten sie den Verlust ihrer Vormachtstellung und traten mit allen vier Kandidaten auf einer Liste an. Die SP, die mit ihrem Kandidaten Hüppin nach dem ersten Wahlgang noch hinter den beiden SVP-Kontrahenten lag, musste um ihren traditionellen Regierungssitz bangen. Schliesslich **blieb** aber die **alte Zauberformel erhalten**. Nach Auszählung aller Gemeinden stand fest, dass Hüppin den führenden SVP-Kandidaten Bingisser um 33 Stimmen geschlagen hatte. Als Überraschung wurde auch der Achtungserfolg des Muotathaler Wirts und parteilosen Aussenseiters Suter gewertet, der der SVP die Protestrolle strittig machte und schliesslich sogar SVP-Nationalrat Föhn auf die Ränge verwiesen hat. Die Bisherigen schafften ihre Wiederwahl problemlos. Mit Hüppin, Hess und Christen zogen zusätzlich drei Neue in die Regierung ein. Weiterhin ist keine Frau im Regierungsrat vertreten.<sup>20</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 27.08.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Bei den diesjährigen Regierungsratswahlen im Kanton Schaffhausen stellten sich drei der fünf amtierenden Regierungsräte zur Wiederwahl: Herbert Bühl (öbs), Hermann Keller (sp) und Hans-Peter Lehnherr (fdp). Die Rücktritte von Baudirektor Ernst Neukomm (sp), der seit 1969 der Regierung angehört hatte, und Volkswirtschaftsdirektor Hans-Jörg Kunz (svp) standen bereits zu Jahresbeginn fest. Die SVP machte keinen Hehl aus ihrem Wahlziel, das 1968 an die SP verlorene Mandat zurückzuholen. Die FDP ihrerseits hatte sich zum Ziel gesetzt, das im vergangenen Jahr an die ÖBS verlorene Mandat wieder zu besetzen. Die Freisinnigen schickten Heinz Albicker, Bankier und Finanzverwalter der Stadt Schaffhausen, ins Rennen. Für die SP nahm Kantonsrätin Liselotte Flubacher den Kampf um die Nachfolge Neukomm auf. Die SVP trat mit zwei Neuen an, Agronom Erhard Meister und Redaktor Hannes

Germann.

Nach den Wahlen stand die **FDP als grosse Siegerin** fest. Sie war mit beiden Kandidaten erfolgreich und konnte das im Vorjahr an die ÖBS verlorene Mandat wiedergewinnen. Das Glanzresultat erzielte aber ÖBS-Regierungsrat Bühl selbst, der von einer breiten Unterstützung über die Parteigrenzen hinweg profitiert hatte. Nebst den drei Bisherigen wurden Albicker und Meister gewählt. Flubacher schaffte die Wahl nicht; damit stellt die SP nur noch ein Regierungsmitglied. Die Schaffhauser Kantonsregierung bleibt weiterhin ein reines Männergremium.<sup>21</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 16.05.2004  
MAGDALENA BERNATH

In den Regierungsratswahlen vom Frühling **veränderten die Schwyzer Stimmberechtigten die 60-jährige Zauberformel** des Kantons. **Neu setzt sich die Regierung aus 3 Christlichdemokraten, 2 Freisinnigen, 1 Sozialdemokraten und 1 Vertreter der SVP zusammen.** Beim Rücktritt von Volkswirtschaftsdirektor Werner Inderbitzin (cvp) verzichtete die CVP freiwillig auf eines ihrer vier Mandate und trat nur noch mit den Bisherigen Lorenz Bösch, Georg Hess und Kurt Zibung zu den Wahlen an. Für die FDP kandidierten Regierungsrat Alois Christen und Peter Reuteler, der den Sitz des zurücktretenden Fritz Huwyler verteidigen sollte. Die SVP hoffte, endlich den Sprung in die Exekutive zu schaffen und schickte den ehemaligen Kantonsrat Walter Stählin und die Ernährungsberaterin Sonja Böni ins Rennen. Die SP trat mit Regierungsrat Armin Hüppin an. Des weiteren kandidierte wie schon vor vier Jahren der Muothathaler Hölloch-Wirt Bruno Suter.

Im ersten Wahlgang von Ende März erzielte keiner der Antretenden das absolute Mehr, was in Schwyz nicht aussergewöhnlich ist, da die Hürde für das absolute Mehr sehr hoch liegt; es werden auch unvollständig ausgefüllte Wahlzettel mit leeren Linien mitgezählt. CVP-Regierungsrat Georg Hess verpasste die Wahl um lediglich 85 Stimmen; seine beiden Kollegen Lorenz Bösch und Kurt Zibung folgten auf den Plätzen zwei und drei. SVP-Vertreter Walter Stählin belegte hinter SP-Regierungsrat Armin Hüppin Platz fünf. Regierungsrat Alois Christen (fdp) landete auf dem sechsten Platz, Peter Reuteler hingegen musste sowohl dem Parteilosen Bruno Suter als auch Sonja Böni (svp) den Vortritt lassen. Suters sehr gutes Resultat verunsicherte die Regierungsparteien derart, dass sie für den zweiten Wahlgang zusammen mit der SVP eine gemeinsame Liste bildeten. Dazu verzichtete die SVP auf eine Zweierkandidatur, obschon sie in den Parlamentswahlen massiv hatte zulegen können und ihr gemäss Wähleranteil eigentlich zwei Sitze zustanden. Sonja Böni kandidierte nicht mehr offiziell, wurde aber von mehreren SVP-Ortsparteien in Ausserschwyz unterstützt. Im zweiten Wahlgang setzte sich diese gemeinsame Liste durch: Die bisherigen Regierungsräte Georg Hess, Lorenz Bösch, Kurt Zibung (alle CVP), Armin Hüppin (sp) und Alois Christen (fdp) wurden bestätigt, Peter Reuteler (fdp) und Walter Stählin (svp) neu in die Exekutive gewählt.<sup>22</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 29.08.2004  
MAGDALENA BERNATH

Die Ausgangslage nach dem Rücktritt von Finanzdirektor Hermann Keller (sp) gestaltete sich spannend: Die **SVP als wählerstärkste Partei erhob Anspruch auf einen zweiten Sitz** in der 5-köpfigen Regierung und schickte neben Volkswirtschaftsdirektor Erhard Meister die ehemalige SVP-Kantonalpräsidentin Rosmarie Widmer Gysel ins Rennen. Die FDP, als drittstärkste Partei mit zwei Sitzen übervertreten, versuchte ihre Vertretung mit Erziehungsdirektor Heinz Albicker und Baudirektor Hans-Peter Lenherr zu halten. Die SP, die ursprünglich beabsichtigt hatte, neben der Verteidigung ihres bisherigen Sitzes das zweite Mandat, das sie vor vier Jahren verloren hatte, zurückzugewinnen, entschied sich für eine Einerkandidatur mit Kantonsrätin Ursula Hafner. Diese hatte sich im Nominationsverfahren gegen mehrere Bewerber durchgesetzt, auch gegen den ehemaligen Schwingerkönig und heutigen Direktor des Berufsbildungszentrums, Kantonsrat Ernst Schläpfer, welcher den Entscheid jedoch nicht akzeptierte und wild kandidierte, unterstützt von einem breiten Komitee, das von Gewerkschaftern bis zu SVP-Mitgliedern reichte.

Bei den Wahlen Ende August erreichte Erhard Meister (svp) das beste Resultat, gefolgt von den beiden Freisinnigen Hans-Peter Lenherr und Heinz Albicker. Die Sozialdemokratin Ursula Hafner erzielte ihre Stimmen vor allem dank der grossen Unterstützung in den städtischen Gebieten, während die SVP-Vertreterin Rosmarie Widmer Gysel auf dem Land besser abschnitt. Der **grüne Regierungsrat Herbert Bühl** erreichte ebenfalls das absolute Mehr, **schied aber als überzählig aus.** Die Abwahl Bühls, der die Wiederwahl vor vier Jahren mit dem besten Resultat geschafft hatte, war von niemandem erwartet worden. Gemäss Presseberichten konnten auch die



Spannungen zwischen dem Gesundheitsdirektor und dem Chefarzt des Kantonsspitals, die im Wahlkampf zutage getreten waren, das Ergebnis nicht erklären, insbesondere, da Bühls Leistungsausweis beachtlich war. Zum Verhängnis geworden sein dürfte ihm vielmehr seine schwache Parteibasis im Zusammenhang mit der Tatsache, dass Bürgerliche und Sozialdemokraten sich deutlicher als bei früheren Wahlen auf ihre eigenen Kandidaten konzentriert hatten. Damit stellt die SVP erstmals seit 1968 wieder zwei Regierungsräte, und zum ersten Mal sind in der Schaffhauser Regierung, die sich aus zwei Freisinnigen, zwei SVP-Vertretern und einer Sozialdemokratin zusammensetzt, gleich zwei Frauen vertreten.<sup>23</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 16.03.2008  
SABINE HOHL

Bei den **Regierungsratswahlen** im Kanton Schwyz trat die CVP mit ihren drei bisherigen Regierungsräten Kurt Zibung, Georg Hess und Lorenz Bösch an. Die SVP, die bisher mit Walter Stählin einen Sitz in der Regierung besetzte, strebte eine bessere Vertretung in der Exekutive an und wollte der CVP einen Sitz abjagen. Es war parteiintern umstritten, wie viele Kandidaten die SVP aufstellen sollte. Als Pirmin Schwander, Präsident der Schwyzer SVP, sich äusserte, er könne sich eine Kandidatur als einer von vier SVP-Kandidaten vorstellen, stiess dies auf den Widerstand von Walter Stählin. Dieser drohte, in jenem Fall würde er als unabhängiger Kandidat antreten. Die SVP entschied sich schliesslich für eine Zweierkandidatur mit Walter Stählin und Andreas Barraud (neu). Die SP nominierte ihren bisherigen Regierungsrat Armin Hüppin. Mit einer unangenehmen Situation konfrontiert war die FDP. Einer ihrer zwei Regierungsräte, Alois Christen, kündigte erst spät an, dass er nicht mehr zur Verfügung stehe. Die Partei musste rasch einen neuen Kandidaten finden. Ihre Wahl fiel auf den 38-jährigen Kaspar Michel, der neben dem Bisherigen Peter Reuteler nominiert wurde. Das Kandidatenfeld wurde komplettiert durch den parteilosen Wirt des Hölloch-Restaurants im Muotathal, Bruno Suter. Dieser war in der Vergangenheit bereits mehrmals angetreten und hatte die Wahl vier Jahre zuvor nur knapp verpasst. Ein Unterschied zu vergangenen Wahlen war, dass das absolute Mehr neu auf Grundlage der gültigen Kandidatenstimmen berechnet wurde. Wegen der leichteren Erreichbarkeit des absoluten Mehrs fiel die Entscheidung bereits im ersten Wahlgang. Alle Kandidaten erreichten das absolute Mehr. Gewählt wurden alle Bisherigen und der neue SVP-Kandidat Andreas Barraud. Am meisten Stimmen erhielt Stählin (svp) vor Zibung (cvp), Bösch (cvp), Barraud (svp), Hüppin (sp) und Reuteler (fdp). Äusserst knapp war das Rennen zwischen Hess (cvp) und Michel (fdp). Hess lag am Ende 246 Stimmen vor Michel, dieser schied als überzählig aus und die FDP verlor damit einen ihrer zwei Sitze. Die **SVP** erreichte so zwar ihr Ziel eines **Sitzgewinns**, aber nicht wie erwünscht auf Kosten der CVP, sondern der FDP.<sup>24</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 31.08.2008  
SABINE HOHL

Bei den Regierungsratswahlen im Kanton Schaffhausen **traten alle bisherigen Mitglieder der Exekutive erneut an**: Rosmarie Widmer Gysel (svp), Erhard Meister (svp), Heinz Albicker (fdp), Reto Dubach (fdp) und Ursula Hafner-Wipf (sp). Die SP entschied sich gegen eine Zweierkandidatur, weil sie die Chancen für die Eroberung eines zweiten Sitzes als zu gering einschätzte. Da nur die fünf Bisherigen zur Wahl antraten, war deren **\*Wiederwahl unumstritten**. Die Regierung wurde bei einer Stimmbeteiligung von 56,6% im Amt bestätigt. Die Stimmzahlen der Regierungsmitglieder lagen sehr nahe beieinander: Zwischen dem Erstplatzierten Erhard Meister (svp) und der Letztplatzierten Rosmarie Widmer Gysel (svp) lagen weniger als 100 Stimmen.<sup>25</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 11.03.2012  
MARC BÜHLMANN

Die **SVP**, die innert kürzester Zeit zur stärksten Partei im Kanton Schwyz aufgestiegen war – von 1992 (5 Sitze) bis 2008 (42 Sitze) wurde die Sitzzahl im Parlament verachtfacht – **wollte ihren Machtanspruch auch in der Exekutive durchsetzen** und sich nicht mehr mit lediglich zwei Sitzen im siebenköpfigen Regierungsrat begnügen. Die Chancen für einen erfolgreichen Angriff standen dabei auch deshalb gut, weil zwei der sieben Sitze frei wurden. Armin Hüppin (sp) nach zwölf und Peter Reuteler (fdp) nach acht Amtsjahren hatten nämlich bereits im Herbst des Vorjahres ihren Rücktritt angekündigt. Die SVP schickte neben ihren beiden bisherigen Walter Stählin und Andreas Barraud auch den Rechtsanwalt André Rügsegger ins Rennen. Auch der CVP – zweitstärkste Partei im Parlament – waren die zwei Sitze im Regierungsrat zu wenig. Die einstmals mächtigste Partei im Urkanton wollte deshalb nicht nur ihre beiden bisherigen Sitze mit den amtierenden Kurt Zibung sowie Othmar Reichmuth verteidigen, sondern mit dem Kantonsrat und ehemaligen Kantonalparteipräsidenten Stefan Aschwanden, ebenfalls Rechtsanwalt, die Regierungsmehrheit zurückerobern. Ungemütlich war die Ausgangsage für die SP und die FDP. Bei den Freisinnigen trat der zwei Jahre zuvor gewählte Kaspar Michel wieder an und der parteiintern eher umstrittenen

Unternehmerin und Kantonsrätin Petra Steimen kam die Aufgabe zu, den vakanten Sitz zu verteidigen. Die Sozialdemokraten wollten ihren einzigen und vakanten Sitz mit Patrick Schönbächler, Rechtsanwalt auch er, halten. Im Vorfeld der Wahlen war erwartet worden, dass die CVP mit dem weit über die Parteigrenzen hinweg beliebten Aschwanden ihren vor zwei Jahren bei Ersatzwahlen an die FDP verlorenen Sitz zurückerobern würde. Der SVP, der dieser Angriff vor zwei Jahren relativ deutlich missglückt war, traute man auch bei den Gesamterneuerungswahlen mit Rüegegger, der als polarisierender Hardliner gilt, keinen Erfolg zu – umso mehr als die SVP bei Majorzwahlen mit profilierten Köpfen seit jeher Mühe bekundet. Der fast schon traditionelle SP-Sitz galt hingegen als unbestritten auch weil die Genossen auf die Unterstützung der GP und der Gewerkschaften zählen konnten.

Anders als allgemein erwartet war die Regierung bereits nach dem ersten Wahlgang vollzählig. Alle neun Kandidierenden übersprangen dabei das absolute Mehr (13'746 Stimmen). Auch die restlichen Prognosen im Vorfeld der Wahlen wurden Lügen gestraft: die **FDP konnte ihren Sitz verteidigen und der Angriff der SVP war – zulasten der SP – erfolgreich**. Zwar erzielten die fünf Bisherigen erwartungsgemäss am meisten Stimmen, wobei Walter Stählin (27'101 Stimmen) das Spitzenresultat erzielte, gefolgt von Othmar Reichmuth (24'496 Stimmen), Kaspar Michel (24'460 Stimmen), Kurt Zibung (23'756 Stimmen) und Andreas Barraud (22'177 Stimmen). Auf den Rängen sechs und sieben folgten dann aber eben nicht wie erwartet Stefan Aschwanden (17'283 Stimmen) oder Patrick Schönbächler (15'171 Stimmen), sondern Petra Steimen (17'556 Stimmen) und André Rüegegger (17'523 Stimmen), der nach einem Kopf-an-Kopf-Rennen mit einem knappen Vorsprung von 240 Stimmen den dritten Sitz für die SVP eroberte. Die Schwyzer Wählerschaft hatte also mit der 68-jährigen Tradition der SP-Vertretung im Regierungsrat gebrochen: seit 1944 war die SP immer in der Schwyzer Regierung vertreten. Anders als im Parlament, wo die SVP Verluste einfahren musste, konnte sie damit also ihren Anspruch in der Exekutive durchsetzen. Sie feierte diesen Sieg als Glanzresultat und als Zeichen für eine gute Parteiarbeit. In der Presse wurde gemutmasst, dass Rüegegger auch von der „Lokomotive“ Stählin profitiert habe. Der Sitzgewinn in der Legislative für die SP war für die Sozialdemokraten nur ein schwacher Trost. Sie erklärten sich Schönbächlers deutlichen Rückstand damit, dass nicht mehr Köpfe, sondern jetzt auch Parteien in die Exekutive gewählt würden. Zudem wurde vermutet, dass der Angriff der CVP der SP eher geschadet habe. Mit FDP-Vertreterin Steimen zog nach 16 Jahren erstmals wieder eine Frau in den Schwyzer Regierungsrat, erst die zweite in der kantonalen Geschichte. Die Wahlbeteiligung lag bei 44,6%. Während alle Bisherigen ihre Departemente behielten, übernahm Steimen das Departement des Inneren von Hüppin und Rüegegger das Sicherheitsdepartement von Reuteler.<sup>26</sup>

WAHLEN  
DATUM: 25.11.2012  
MARC BÜHLMANN

Bereits Anfang Jahr war klar, dass **alle fünf aktiven Schaffhauser Regierungsratsmitglieder wieder zur Wahl** antreten würden. Einzig Ursula Hafner-Wipf (sp) bedingte sich längere Bedenkzeit aus, da sie während der nächsten, also ihrer dritten Legislatur das Pensionsalter erreichen werde. Letztlich entschied sich die Sozialdemokraten aber genau wie ihre langjährige Amtskollegin Rosmarie Widmer Gysel (svp, gewählt 2004) und ihre Amtskollegen Christian Amsler (fdp, gewählt 2009), Reto Dubach (fdp, gewählt 2007) und Ernst Landolt (svp, gewählt 2010) für eine erneute Kandidatur. Trotzdem war die Konstellation eine andere als vor vier Jahren, als ebenfalls alle amtierenden Regierungsrätinnen und -räte erneut kandidierten und ohne Gegenkandidaturen bestätigt wurden. Für den Unterschied sorgte erstens die SP, die neben Hafner-Wipf eine Kampfkandidatur ins Rennen schickte. Die SP habe mit einem Wähleranteil von fast 40 Prozent einen berechtigten Anspruch auf einen zweiten Sitz in der bürgerlich dominierten Regierung, wurde argumentiert. Die Sozialdemokraten hatten bei den Wahlen 2000 ihren zweiten Sitz in der Exekutive verloren und schickten mit Kantonsrat Werner Bächtold just jenen Kandidaten ins Rennen, der bei Ersatzwahlen 2009 Christian Amsler (fdp) unterlegen war. Der zweite Grund für Spannungen im Vorfeld der Gesamterneuerungswahl von 2013 war die letzte Ersatzwahl 2010. Damals hatte zwar die Alternative Liste keine Chance gegen Ernst Landolt (svp), die zahlreichen Leerstimmen, die für das absolute Mehr im Kanton Schaffhausen nicht berücksichtigt werden, wurden aber als grosses Misstrauensvotum gegen die politische Elite interpretiert. Drittens sorgte das Entlastungspaket, das aufgrund von roten Zahlen hatte geschnürt werden müssen sowie die trotzdem geplanten Investitionen in den Nahverkehr, ein Polizei- und Sicherheitszentrum und ein neues Spital für Unmut und Diskussionen. Zudem stand Bildungsdirektor Amsler in der Kritik, die sich in einem Streik durch die Lehrerschaft und durch eine Niederlage bei der Abstimmung um Schulleiterinnen manifestierte. Die Frage war also, ob die Wahlbürgerschaft die

bürgerliche Dominanz (2 FDP, 2 SVP, 1 SP) aufweichen würden. Die SP machte keinen Hehl daraus, dass sie einen der beiden FDP-Sitze angreifen wollte und begründete dies auch mit den Resultaten der Nationalratswahlen 2011: während sie – wie die SVP auch – an Wähleranteilen zulegen konnte (34,6%), habe die FDP, die mehr als die Hälfte ihrer Wählerinnen verloren hatte (12,3%), auch rechnerisch keinen Anspruch mehr auf zwei Regierungsratssitze. Die SVP und die FDP verzichteten auf gemeinsame Aktionen.

Bei den Wahlen **übersprangen alle sechs Kandidierenden die Hürde des absoluten Mehrs** (8'026 Stimmen). Als überzählig ausscheiden musste aber der Herausforderer: Bächtold hatte mit 8'989 Stimmen deutlich weniger Unterstützung erhalten, als die amtierenden Rätinnen und Räte Christian Amsler (14'870 Stimmen), Ernst Landolt (14'525 Stimmen), Reto Dubach (13'745 Stimmen), Ursula Hafner-Wipf (12'149 Stimmen) und Rosmarie Widmer-Gysel (12'001 Stimmen). Das Wahlergebnis wurde als Auftrag an die bestehende Regierung in einer schwierigen Phase gedeutet. Allerdings wurde aufgrund des Altersschnitts in der Regierung – vier der fünf Räte werden per Ende der Legislatur älter als 60 sein – Veränderungen bereits vor der nächsten Gesamterneuerungswahl vermutet. Die SP wertete die Niederlage nicht als negatives Vorzeichen für die vier Wochen später anstehenden Kantonsratswahlen. Die Abwahl von Bisherigen sei immer ein sehr schwieriges Unterfangen. Die Stimmbeteiligung lag bei 55,8%.<sup>27</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 20.03.2016  
DIANE PORCELLANA

Juste avant les **élections du gouvernement cantonal schwytois**, le canton s'est doté d'une nouvelle Constitution cantonale le 3 mars 2016. Le mode électoral pour cette élection n'a pas été modifié. Ainsi, les membres ont-ils été élus au système majoritaire. Afin de conserver le siège laissé libre par Kurt Zibung, le PDC a proposé, en plus de son conseiller d'Etat actuel Othmar Reichmuth, Andreas Meyerhans et Michael Stähli comme candidats. Le PS et les Verts ont proposé Birgitta Michel Thenen (verts) et Paul Furrer (ps). La gauche souhaitait récupérer son siège, perdu il y a quatre ans, en proposant une liste verte-rouge, sa part d'électeurs étant d'environ 20%. Le but était ainsi de favoriser le retour de la concordance au sein du gouvernement. L'ancien député UDC au pouvoir législatif, Roland Urech (sans parti), s'est quant à lui présenté sur une liste libre, sans lien avec son ancien parti. Son combat était axé autour de la stabilisation des finances du canton. Pour les partis PLR et UDC, les anciens membres du gouvernement ont choisi de se représenter: Petra Steimen-Rickenbacher(plr) et Michel Kaspar (plr), André Rüeggsegger (udc) et Andreas Barraud (udc). Quant à l'UDC, elle proposait un nouveau candidat en vue de conserver le siège laissé libre par Walter Stählin, à savoir René Bünter. Selon les résultats des élections fédérales, l'UDC pouvait prétendre à trois sièges au gouvernement. Les deux partis, UDC et PLR, ont repris, sur leur liste respective, les candidats de l'autre parti pour former un front bourgeois. Le PLR a justifié ce lien avec l'UDC par la volonté de préserver la majorité bourgeoise, ayant estimé que la section cantonale du PDC se positionnait plutôt à gauche. Avec une très faible participation de 37,2% et une majorité absolue à 14'104 voix, les deux anciens membres du gouvernement du parti PLR obtiennent le meilleur score, Petra Steimen-Rickenbacher avec 26'616 voix et Michel Kaspar avec 26'478 voix. André Rüeggsegger et Andreas Barraud obtiennent respectivement 23'464 et 23'257 voix, le PDC Othmar Reichmuth 20'569 voix, René Bünter 19'225 voix et, finalement, Michael Stähli 15'439 voix. Ainsi la composition du gouvernement est-elle maintenue: trois UDC, deux PLR et deux PDC. Le candidat PDC Andreas Meyerhans a également obtenu la majorité absolue avec 14'424 voix, plus aucun siège n'était cependant disponible. Les candidats de la liste verte-rouge n'ont quant à eux pas réussi à atteindre la majorité absolue, Paul Furrer a obtenu 8'550 voix et Birgitta Michel Thenen 8'474 voix.<sup>28</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 28.08.2016  
DIANE PORCELLANA

Les cinq membres du **gouvernement cantonal de Schaffhouse** devaient être, tout comme le parlement cantonal, réélus cette année. Deux des anciens conseillers d'Etat ne se sont pas représentés, à savoir Reto Dubach (plr) et la socialiste Ursula Hafner-Wipf. Christian Amsler (plr), Ernst Landolt (udc) et Rosmarie Widmer Gysel (udc), quant à eux, étaient en course pour un mandat supplémentaire. A côté de ces candidatures, six autres personnes se sont portées candidates. Martin Kessler (plr), les socialistes Walter Vogelsanger et Kurt Zubler, les candidates de la liste alternative Linda De Ventura et Susi Stühlinger, ainsi que Jürg Biedermann (mouvement éco-libéral). La liste alternative souhaitait affaiblir la majorité bourgeoise présente au gouvernement cantonal, bien qu'elle n'avait peu de chance d'obtenir un siège, sachant que le PS souhaitait maintenir son siège laissé vacant. Le mouvement éco-libéral voulait faire un retour au gouvernement après avoir été évincé en 2004 au profit de l'UDC. Cependant,

Jürg Biedermann est très peu connu. Concernant les partis déjà membres du gouvernement, le PLR et le PS voulaient chacun maintenir leur siège laissé vacant. Le PS visait même un second siège, qui a été perdu en 2000 au profit du PLR. Ses candidats, Walter Vogelsanger et Kurt Zubler s'étaient présentés aux élections fédérales, le premier pour le Conseil des états, le second pour le Conseil national. L'obtention d'un deuxième siège au gouvernement pour le PS n'était pas certaine. En effet, si nous regardons la composition du parlement, les 3/5 sont issus du camps bourgeois; le reste représente le camps rouge-vert. Quant au PLR, aux côtés de son conseiller d'Etat Christian Amsler, il proposait Martin Kessler pour remplacer Reto Dubach. Pour l'UDC, il ne présenta finalement que deux candidats au lieu de trois. Il souhaitait avoir trois candidats pour assurer la majorité bourgeoise au sein du gouvernement cantonal. Lors d'une soirée organisée avec tous les candidats, plusieurs thèmes liés à l'actualité du canton ont été discutés, comme par exemples la fusion des communes ou le développement des énergies renouvelables. Au niveau des recommandations, le PDC Schaffhouse soutenait les candidats du PLR. Le Parti évangélique était lui en faveur du Parti socialiste, afin de faire bloc contre les bourgeois. L'Union démocratique fédérale recommandait d'élire les candidats UDC et PLR au gouvernement.

Avec une participation de 59.1% et une majorité absolue de 9'412 voix, les trois anciens membres du gouvernement ont été élus avec le plus de voix, Ernst Landolt avec 15'451 voix, Christian Amsler avec 14'858 voix et Rosmarie Widmer Gysel avec 13'915 voix. Suivent deux nouveaux, Martin Kessler avec 12'106 voix et le socialiste Walter Vogelsanger avec 11'373 voix. Le candidat Kurt Zubler a également obtenu la majorité absolue, plus aucun siège n'était cependant disponible. Linda De Ventura a eu 4'731 voix, suivi par Susi Stühlinger avec 3'960 voix. Jürg Biedermann est arrivé en dernière position avec 3'884 voix. Le gouvernement garde la même composition qu'auparavant et se trouve donc toujours en main bourgeoise. Fait exceptionnel et non souhaité, les villes de Schaffhouse et Neuhausen ne sont plus représentées à l'exécutif, alors qu'elles comptabilisent à elles seules la moitié de la population. Les trois candidats sortants viennent de communes rurales, les deux nouveaux sont issus de la campagne. Le candidat Kurt Zubler, aurait, s'il avait été élu, représenté la ville de Schaffhouse.<sup>29</sup>

### Kantonale Ersatzwahlen

Finanzdirektor Peter Briner (fdp) stellte sein Amt in der Schaffhausener Regierung zur Verfügung. Er kandidierte bei den im Herbst stattfindenden Wahlen für den Ständerat. Der Vorstand der FDP portierte Mitte April den Kantonalpräsidenten und Grossrat Joseph Zumbühl. Er setzte sich bei der internen Ausmarchung gegen drei Mitbewerber deutlich durch. Die Geschäftsleitung der SP verzichtete auf eine Nomination. Die SP sei dem Wähleranteil entsprechend mit zwei Personen in der Regierung ausreichend vertreten. Die SVP entschied sich auch gegen eine eigene Kandidatur. Sie wolle die Zusammenarbeit zwischen der FDP und der SVP nicht behindern und damit die Wahl von Rico Wenger in den Ständerat gefährden. Die Parteileitung hatte es aber schwer, sich am Parteitag durchzusetzen. Schliesslich ist die SVP mit 23 Sitzen stärkste Partei im Kantonsrat und hätte einen zweiten Sitz in der Regierung für sich beanspruchen können. Hingegen schickte die zur schweizerischen GP gehörende **Ökoliberale Bewegung Schaffhausen** (öbs) Grossrat Herbert Bühl, Leiter eines Ingenieur- und Planungsbüros, ins Rennen, und der 46jährige Martin Vögeli, ehemaliges Mitglied der FDP und Leiter des kantonalen Amtes für Militär und Zivilschutz, zog als dritter Kandidat in den Wahlkampf. Vergeblich hatte die FDP seine Kandidatur zu verhindern versucht. Die CVP gab Mitte August nach Anhörung aller drei Kandidaten bekannt, dass sie Bühl bei der Wahl unterstützen werde. Erwartungsgemäss erreichte im ersten Wahlgang Anfangs September niemand das absolute Mehr. Obwohl Bühl mit 7793 Stimmen an erster Stelle lag, hatte er das absolute Mehr von 11'180 Stimmen klar verfehlt. Ende September konnte Bühl seine Führungsposition erfolgreich verteidigen und der FDP ihren zweiten Regierungssitz entziehen. **Die Wahl von Bühl galt als ausgesprochene Persönlichkeitswahl.** Die ÖBS besitzt schliesslich nur drei der 80 kantonalen Parlamentssitze.<sup>30</sup>

WAHLEN  
DATUM: 26.09.1999  
DANIEL BRÄNDLI

WAHLEN  
DATUM: 02.06.2002  
MAGDALENA BERNATH

In der Regierungersatzwahl vom Juni wurde **Lorenz Bösch (cvp)** mit 51,7% der Stimmen zum **Nachfolger von Finanzdirektor Franz Marty (cvp)**, der in der Mitte der Legislatur zurückgetreten war, gewählt. Bösch war zwölf Jahre lang Kantonsrat und präsidierte die CVP. Gegen ihn angetreten war Andreas Barraud von der SVP. Damit hält die CVP in der Schwyzer Regierung mit vier Sitzen weiterhin die Mehrheit. Da die Gemeinden beim Urnengang ungültige Wahlzettel nicht einheitlich beurteilt

hatten, liess die Regierung diese überprüfen. Der Kantonsrat wies jedoch mehrere Wahlbeschwerden im September ab und bestätigte die Wahl von Bösch. Gegen diesen Beschluss führten einzelne Schwyzer Bürger erfolglos Beschwerde beim Bundesgericht.<sup>31</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 02.09.2007  
SABINE HOHL

Bei den Ersatzwahlen für den freigewordenen Sitz des **zurückgetretenen Hans-Peter Lenherr (fdp)** traten Reto Dubach (fdp) und als Herausforderer Kantonsratspräsident Matthias Freivogel (sp) an. Die SP hatte ihren zweiten Sitz in der Regierung im Jahr 2000 verloren und wollte diesen zurückerobern. Freivogel (sp) trat als klarer Gegner neuer Atomkraftwerke und eines Atommülllagers in Benken (ZH) auf und präsentierte sich als frische Kraft für den Kanton. Dubach (fdp) war vor der Kandidatur für den Regierungsrat bereits als Staatsschreiber in der Kantonsverwaltung tätig gewesen. SVP und EDU empfahlen Dubach (fdp) zur Wahl, die JSVP mochte dagegen keinen der beiden Kandidaten unterstützen, da sie sich einen jüngeren Regierungsrat mit guten Kontakten zur Privatwirtschaft wünschte. Bei der Wahl im September **war Reto Dubach (fdp) erfolgreich**. Er wurde mit ungefähr 2000 Stimmen Vorsprung auf Matthias Freivogel (sp) gewählt. Die Zusammensetzung der fünfköpfigen Regierung (2 SVP, 2 FDP, 1 SP) blieb damit gleich. Eine geringe Stimmbeteiligung und eine hohe Anzahl an Leerstimmen liessen auf Unzufriedenheit über beide Kandidaten bei einem Teil der Bevölkerung schliessen.<sup>32</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.11.2009  
SABINE HOHL

Nach dem **Rücktritt von Heinz Albicker (fdp)** war im Kanton Schaffhausen ein Sitz in der Regierung neu zu besetzen. Die FDP trat mit Christian Amsler an, um den vakanten Sitz zu verteidigen. Konkurrenz erhielt sie von der SP, die Werner Bächtold nominierte. Die Sozialdemokraten hatten 2000 ihren zweiten Sitz in der Regierung verloren und wollten diesen zurückerobern. Die SVP hätte einen anderen FDP-Kandidaten – Florian Hotz – dem offiziell nominierten Amsler vorgezogen und kündigte an, Hotz zu unterstützen. Dieser lehnte allerdings eine wilde Kandidatur ausdrücklich ab. Dennoch schaltete die SVP Wahlplakate mit Hotz' Namen. Ziel der SVP war, einen zweiten Wahlgang zu bewirken. Dies gelang jedoch nicht. **Christian Amsler (fdp)** erreichte bereits im ersten Wahlgang knapp das absolute Mehr. Er erhielt 12'005 Stimmen. SP-Kandidat Bächtold lag mit 8811 Stimmen deutlich zurück, Hotz (fdp) erhielt 2149 Stimmen. Zudem gab es eine ungewöhnlich hohe Zahl an Leerstimmen (7852). Da letztere nicht in die Berechnung des absoluten Mehrs eingehen, trugen sie aber nicht dazu bei, einen zweiten Wahlgang zu bewirken.<sup>33</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 13.06.2010  
MARC BÜHLMANN

Mit **Lorenz Bösch** und **Georg Hess** traten gleich zwei Regierungsräte der CVP wegen beruflicher Veränderungen zurück. Der Umstand, dass die CVP als zweitstärkste Fraktion drei Regierungssitze, die SVP als stärkste Fraktion jedoch nur zwei innehatte, verlieh der Ausgangslage einige Brisanz. Die SVP griff denn auch einen der beiden Sitze mit ihrer Parteipräsidentin Judith Uebersax an. Auch die FDP wollte die Gunst der Stunde nutzen und schickte Kaspar Michel ins Rennen, der bei den letzten Gesamterneuerungswahlen 2008 nur knapp gegen den jetzt zurücktretenden Hess verloren hatte. Die CVP ihrerseits wollte die beiden Sitze mit Othmar Reichmuth und Bernadette Kündig halten. Ergänzt wurde das Kandidatenquartett durch Bruno Suter, einem parteilosen Wirt aus dem Muotatal, der als Elitenskeptiker bereits drei Mal erfolglos für den Regierungsrat kandidiert hatte.

Im ersten Wahlgang erreichte relativ überraschend kein Kandidat das absolute Mehr. Reichmuth erzielte, gefolgt von Michel und Kündig, das beste Resultat. Uebersax und Suter lagen beide mehr als 1500 Stimmen hinter dem dritten Rang zurück. Trotzdem traten auch sie noch einmal zum zweiten Wahlgang an, der so mit identischer Kandidatenauswahl stattfand. Identisch war im zweiten Wahlgang dann auch das Resultat. **Othmar Reichmuth (cvp) und Kaspar Michel (fdp) erhielten die meisten Stimmen**. Michel konnte somit den vor zwei Jahren an die CVP verlorenen Sitz für die FDP zurückgewinnen. Die als Hardlinerin geltende Uebersax hatte keine Chance, für die SVP eine dritte Regierungsvertretung zu gewinnen. Sie lag noch hinter Kündig auf Rang vier. Damit warten die Schwyzerinnen weiterhin vergeblich auf eine Frauenvertretung in der Exekutive, nachdem die bisher einzige Regierungsrätin, Margrit Weber-Röllin (cvp) 1996, nach achtjähriger Amtszeit aus der Regierung ausgeschieden war.<sup>34</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.08.2010  
MARC BÜHLMANN

Etwas überraschend kündigte SVP-Regierungspräsident **Erhard Meister** auf Ende 2010 seinen **Rücktritt** an. Die SVP wollte ihren zweiten Sitz, den sie erst 2004 nach über 30 Jahren zurückerobert hatte, mit **Ernst Landolt** verteidigen, dessen Kandidatur von der FDP, der EVP und der EDU sowie vom Gewerbeverband unterstützt wurde. Einen Angriff auf den Sitz lancierte die Alternative Liste, die Kantonsrat Matthias Frick ins Rennen schickte, der sich die Unterstützung von SP und Ökoliberalen sichern konnte.

Der als gemässigt und erfahren geltende **Landolt siegte schliesslich deutlich** und erhielt mit 12'619 Stimmen fast dreimal so viele Stimmen wie sein Gegenkandidat (4'636). Auffällig waren die zahlreichen Leerstimmen: fast 8'000 Wahlzettel trugen keinen Namen, was als Protest gegen die Classe Politique und als Unzufriedenheit mit der Kandidatenauswahl gewertet wurde. Auch die für Schaffhausen geringe Wahlbeteiligung von 56.6% wurde als Misstrauensvotum interpretiert.<sup>35</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.11.2017  
DIANE PORCELLANA

La ministre UDC Rosemarie Widmer Gysel a donné sa **démission du gouvernement cantonal schaffhouseois**, après avoir été réélue en 2016. L'UDC propose Cornelia Stamm Hurter, membre du Conseil municipal de la ville de Schaffhouse. Elle est opposée à Claudia Eimer, socialiste, soutenue par l'Alternative Liste, ÖBS/Vert et un comité composé de plusieurs dizaines de personnalités de divers camps politiques. Le PS, espère récupérer son deuxième siège au gouvernement, perdu en 2000. Alors que le PDC, le PEV et les Vert'libéraux n'ont pas communiqué de préférence pour l'une des candidates, le PLR a manifesté son appui à la représentante bourgeoise. Lors de l'élection, Cornelia Stamm Hurter l'emporte avec 65.5% des voix (12'876 suffrages) contre Claudia Eimer qui comptabilise 32.2% des voix (6'532 suffrages). L'UDC maintient donc son siège. Au gouvernement cantonal, la présence d'une femme est assurée et la ville de Schaffhouse est à nouveau représentée.<sup>36</sup>

### Eidgenössische Wahlen

**WAHLEN**  
DATUM: 20.10.1991  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Resultate für die Nationalratswahlen wurden von den Medien generalisierend unter dem Begriff der **Protestwahl** zusammengefasst. **Populistische und rechtsnationale Parteien und Bewegungen** konnten – allerdings nur in der deutsch- und italienischsprachigen Schweiz – zum Teil recht grosse Wähleranteile für sich gewinnen und auf Kosten der bürgerlichen Parteien, vor allem der FDP und der CVP, Sitzgewinne verzeichnen. So gelang es der **Auto-Partei** ihren Wähleranteil von 2,6% auf 5,1% zu steigern und ihre Mandatszahl von zwei auf acht zu erhöhen, womit sie Fraktionsstärke erreicht hat; hohe Wähleranteile zwischen 11% und knapp 16% erreichte sie in den Kantonen Schaffhausen, St. Gallen, Aargau und Appenzell Ausserrhoden. In Bezug auf die Wählerschaft der AP änderte sich die geschlechtermässige Zusammensetzung gegenüber 1987: Sie erreichte die gesamtschweizerischen Durchschnittswerte von 54% Männern und 46% Frauen. Hinsichtlich des Alters blieb die AP eine Partei der Jungen; fast 50% ihrer Wähler sind weniger als 40 Jahre alt. Die Vertreter selbständiger und handwerklicher Berufe sowie Arbeiter bilden die stärksten Gruppen innerhalb ihrer Wählerschaft. Die **Schweizer Demokraten** gewannen zwei Sitze hinzu, um mit neu fünf Mandaten als Fraktion ins Parlament zu ziehen. Ihren Wähleranteil konnten sie allerdings nur um 0,8% auf 3,3% (ohne Vigilance GE) verbessern.<sup>37</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 20.10.1991  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Im Tessin sorgte die Protestbewegung "**Legha dei Ticinesi**" mit einem Wähleranteil von über 23% und zwei Sitzgewinnen für eine erdrutschartige Verschiebung im Parteiengefüge; da ihre Gewinne vor allem zulasten der CVP gingen, rutschte diese hinter die FDP auf den zweiten Platz. Ein erstaunliches Protestpotential am äussersten rechten Spektrum manifestierte sich im Kanton Schwyz, wo unter der Listenbezeichnung "Partei der Zukunft" der Führer der rechtsextremen "Patriotischen Front", Marcel Strebel, 6,4% der Wählerstimmen erreichte, was allerdings nicht für einen Sitz ausreichte.

Die **FDP und die CVP mussten ihre Verluste** – insgesamt 3,4% Wählerstimmen und dreizehn Sitze – **vor allem dort hinnehmen, wo rechtspopulistische Parteien Erfolg hatten** (TI, SG, AG, TG). Bei der FDP und der CVP, welche seit der Einführung des Proporzwahlrechtes 1919 die schlechtesten Resultate erzielten, fielen die Ergebnisse in den einzelnen Kantonen sehr unterschiedlich aus. Die FDP verlor beispielsweise überdurchschnittlich viele Wähler in ihren Hochburgen Schaffhausen und Solothurn, aber auch im Aargau und in St. Gallen. Hingegen gewann sie Stimmen in traditionell

nicht freisinnig dominierten Gebieten; die CVP erlitt am meisten Verluste in den Kantonen Tessin, Aargau, Thurgau, St. Gallen und Schwyz. Die **SP konnte den Abwärtstrend stoppen**; sowohl sitzmässig als auch in Bezug auf ihre Wähleranteile verharnte sie auf dem Niveau von 1987 und verfehlte somit ihr erklärtes Ziel von 20% Wähleranteil deutlich. Von der Wählerstruktur zeigte sich die SP bei den diesjährigen Wahlen verstärkt als eine Partei der Jungen; 39% ihrer Wählerinnen und Wähler waren jünger als 40 Jahre und nur 13% standen im Rentenalter. Die **SVP konnte ihre Sitzzahl halten** und an Wähleranteilen zulegen. Nachdem sie bereits bisher stärkste politische Kraft in den Kantonen Bern und Thurgau war, rückte sie nun auch in den Kantonen Zürich und Aargau zur ersten Partei bei nationalen Wahlen vor. Die GP konnte in drei Kantonen (LU, SO, SG), in welchen sie bisher noch keinen Sitz hatte, ein Mandat erobern; in den Kantonen Aargau und Baselland hatte in der Legislaturperiode 1987-1991 der Wechsel je eines Sitzes des Grünen Bündnisses resp. der POCH zur GP stattgefunden. Ihren **Wähleranteil konnte die GP von 4,9% auf 6,1% erhöhen**, wobei sie in der Westschweiz ausser im Kanton Neuenburg überall Anteile verlor. **Auf der Gewinnerseite stand die LP**, welche sowohl die Mandatszahl (+1) als auch den Wähleranteil (von 2,5% auf 3,0%) erhöhen konnte. Der LdU gehörte hingegen zu den Verlierern. Er wurde am stärksten im Kanton Zürich getroffen, wo er fast die Hälfte seines Wähleranteils und zwei seiner vier Sitze einbüsste; im Kanton Bern verlor er sein einziges Mandat.<sup>38</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 20.10.1991  
MATTHIAS RINDERKNECHT

In der **Ostschweiz** gehörten die SP, die Grünen und die AP zu den Gewinnern; auf der Verliererseite standen die CVP und die FDP. In St. Gallen eroberte die AP und die GP je einen Sitz. In Glarus ging der einzige Nationalratssitz von der SVP an die SP über. In Graubünden konnte die SP, dank einer Listenverbindung mit den Grünen, der CVP einen Sitz abnehmen. In Schaffhausen blieb die Sitzverteilung unverändert, obwohl die FDP, die CVP und die SP Wähleranteile zugunsten der AP und des Grünen Bündnisses verloren. Gleiches gilt in Bezug auf die Sitzverteilung auch für den Thurgau, wo insbesondere die CVP massiv Wähleranteile einbüsste.<sup>39</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 22.10.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Die **Wahlbeteiligung betrug gesamtschweizerisch 43,4%** gegenüber 42,2% vor vier Jahren. Die höchsten Wahlbeteiligungen wiesen die Kantone Schaffhausen (61,9%) und Zug (53,5%), die geringsten die Kantone Glarus (28,2%) und Waadt (31,5%) auf. Nach Landesteilen verzeichnete die Romandie die tiefste Beteiligung. Unterdurchschnittlich fiel die Wahlbeteiligung gemäss Nachbefragung bei jüngeren Personen, Frauen und Angehörigen der unteren Bildungs- und Einkommensgruppen sowie bei Französischsprachigen aus. Links- wie Rechtswähler haben sich gleich stark an der Wahlen beteiligt. Nichtwählende gaben als Grund am häufigsten an, die Kandidierenden kaum zu kennen.<sup>40</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 24.10.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Die **Ostschweizer Kantone St. Gallen, Glarus, Thurgau, Schaffhausen, Appenzell-Ausserrhoden und Appenzell-Innerrhoden** hatten insgesamt 24 Sitze zu verteilen. Grosse Gewinnerin war die SVP, die von vier auf sieben Sitze zulegen konnte. In der ehemaligen CVP-Hochburg St. Gallen, wo die SVP vor vier Jahren zum ersten Mal ein Mandat erringen konnte, wurde sie mit einem Wähleranteil von 27,6% zur stärksten Partei. Diese Position eroberte sie auch in Appenzell-Ausserrhoden, wo sie mit 37,5% ihr nationales Spitzenergebnis erzielte; im Thurgau war sie es bereits 1995 stärkste Partei gewesen. Die früher in der Ostschweiz recht starke FP büsste ihre beiden Mandate (SG und TG) ein. Die SP verlor trotz verbesserten Wähleranteilen in St. Gallen einen Sitz; insgesamt eroberte sie in der Ostschweiz fünf Mandate. Die CVP und die FDP konnten ihre sechs resp. fünf bisherigen Sitze verteidigen. Das einzige grüne Nationalratsmandat ging wiederum an Pia Hollenstein (SG).<sup>41</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 24.10.1999  
DANIEL BRÄNDLI

Auch in der **Zentralschweiz** schwang die SVP obenaus. Da die kleinen Rechtsausenparteien in der Zentralschweiz bisher kaum vertreten waren, gingen die SVP-Stimmengewinne vor allem auf Kosten von FDP und CVP. Je einen Sitzgewinn gab es für die SVP in Luzern und Zug. Von den 19 zu vergebenden Mandaten für den Nationalrat entfielen unverändert sieben auf die CVP, sechs auf die FDP (-1) und vier auf die SVP (+2); je ein Sitz ging an die SP (LU), die damit ein Mandat verloren hat (ZG) und die Grünen (LU). Der Zuwachs an Wählerstimmen der SVP war im Kanton Schwyz besonders gross; hier konnte sie mit 35,9% sogar die CVP (27,3%) als stärkste Partei von

der Spitze verdrängen. In Luzern wurde die SVP mit 22,8% zweitstärkste Partei und konnte der FDP (22,6%) ein Restmandat entreissen. Die CVP (33,8%) büsste hier zwar viereinhalb Prozentpunkte ein, blieb aber stärkste Partei und konnte ihre vier Mandate halten.<sup>42</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 24.10.1999  
DANIEL BRÄNDLI

In den Kantonen **Uri, Schwyz, Ob- und Nidwalden, Glarus, Schaffhausen und Jura sowie in beiden Appenzell** kam es zu keinen Sitzverschiebungen.

**WAHLEN**  
DATUM: 19.10.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Les électeurs des deux **demi-cantons de Suisse centrale** ont confirmé leur soutien aux parlementaires sortants. Le PDC a maintenu son siège à Obwald et les radicaux à Nidwald. Quant au corps électoral de **Glaris**, il a confirmé le sortant du PS. Le retrait de Franz Steinegger, après plus de vingt ans de présence au parlement, n'a pas empêché les radicaux de maintenir leur siège à **Uri**. La nouvelle élue, Gabi Huber, est la première représentante féminine du canton à Berne. La délégation **schwyzoise**, malgré un élargissement à quatre membres à la suite du dernier recensement, a été fortement modifiée avec la non réélection de deux parlementaires sortants : la radicale Maya Lalive d'Epinay et le démocrate chrétien Toni Eberhard. Si les démocrates-chrétiens (-3,8 points à 23,4%) ont sauvé leur mandat, les radicaux (-3,8 points à 15,4%) ont perdu le leur. Les principaux gagnants ont été le PS (+1,2 à 17,6%), qui a récupéré son siège perdu en 1999, et l'UDC qui a obtenu deux mandats (+7,8 points à 43,6%). Les radicaux ont perdu un siège à **Zoug** (3 sièges) où le sortant Hajo Leutenegger n'a pas été confirmé par le corps électoral. L'UDC, avec une progression de 6,3 points à 27,7%, a conservé son siège. Les démocrates-chrétiens ont fait de même, malgré une baisse de 3,5 à 22,9% et le retrait de Peter Hess après vingt ans au parlement fédéral. L'apparementement entre les socialistes et la liste « Alternative Kanton Zug » a permis à la gauche de reprendre le siège perdu en 1999. La liste socialiste n'ayant obtenu que la deuxième place de l'apparementement, c'est le candidat alternatif Josef Lang qui a été élu.<sup>43</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 19.10.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Dans le canton de **Schaffhouse**, les deux sièges sont restés en mains radicales et socialistes. Si le PS est même parvenu à renforcer sa présence en améliorant son résultat (+6,1 points à 39,7%), le parti radical a perdu près du quart de son électorat (-11,3 points à 29,1%) et n'a devancé l'UDC, son partenaire dans l'alliance bourgeoise comprenant également les PDC, que de quelques points (+2,5 points à 28,5%).<sup>44</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 21.10.2007  
SABINE HOHL

Im **Kanton Schaffhausen** schaffte es die SVP, der FDP deren Nationalratssitz abzugeben: Thomas Hurter (svp) konnte den freigewordenen Sitz des zurückgetretenen Gerold Bühler (fdp) erringen. Die SVP erreichte 39,1% Stimmenanteil, was einem Zuwachs von über 10 Prozentpunkten entspricht (2003: 28,5%). Die FDP lag bei 26,7% (2003: 29,1%). Die SP hielt mit Hans-Jürg Fehr ihren Nationalratssitz bei einem Wähleranteil von 34,2% (2003: 39,7%). Damit wird der Kanton Schaffhausen neu von einem SVP- und einem SP-Politiker im Nationalrat vertreten.

**WAHLEN**  
DATUM: 21.10.2007  
SABINE HOHL

In den Kantonen der **Zentralschweiz** gab es nur wenige Veränderungen. So blieb in **Luzern** die Sitzverteilung zwischen den Parteien (3 CVP, 2 FDP, 3 SVP, 1 SP, 1 GP) gleich. Auch die Stimmenanteile der Parteien veränderten sich nur unwesentlich, die SVP konnte allerdings um 2,6 Prozentpunkte auf 25,3% zulegen. Zudem kam es zu einem innerparteilichen Wechsel: Pius Segmüller (cvp), ehemaliger Kommandant der Schweizergarde, wurde anstelle seines Parteikollegen Franz Brun in den Nationalrat gewählt. Im **Kanton Zug** wurden die drei bisherigen Nationalräte (1 CVP, 1 SVP, 1 Alternativer Grüner) wieder gewählt. Der Versuch der FDP, eine grosse Listenverbindung mit der CVP und der SVP zu bilden und damit den Sitz der Alternativen anzugreifen, war im Vorfeld der Wahlen gescheitert. Im **Kanton Obwalden** endeten die Wahlen mit einer Überraschung: Gewählt wurde der SVP-Kandidat Christoph von Rotz. Kantonsrat Patrick Imfeld (cvp) war vom parteilosen Künstler Luke Gasser konkurrenziert worden und verlor dadurch Stimmen. Im **Kanton Nidwalden** wurde Edi Engelberger (fdp) in stiller Wahl bestätigt. Der Wahl vorausgegangen war eine grössere Diskussion bei der Nominierung von Engelberger durch die FDP. Engelberger hatte zunächst innerparteiliche Konkurrenz, die sich allerdings nicht durchsetzen



konnte. Im **Kanton Schwyz** wurden die bisherigen Nationalräte (2 SVP, 1 CVP, 1 SP) bestätigt. Die SP konnte ihren Sitz trotz Stimmenverlusten knapp gegen den Angriff durch die FDP verteidigen, dies auch dank einer Listenverbindung mit den Grünen. Im **Kanton Glarus** wurden der bisherige Vertreter im Nationalrat, Werner Marti (sp) problemlos wieder gewählt. Im **Kanton Uri** gab es keine offiziellen Gegenkandidaten zur bisherigen Gabi Huber (fdp), diese wurde klar bestätigt.<sup>45</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 23.10.2011  
MARC BÜHLMANN

Im **Kanton Schwyz** kandidierten 64 Personen auf 17 Listen für die vier Nationalratssitze, von denen durch zwei Rücktritte einer der beiden SVP-Sitze (Peter Föhn) und der CVP-Sitz (Reto Wehrli) vakant waren. Damit hielt der Trend der starken Zunahme an Listen und Kandidierenden weiter an. Seit 2003 hatte sich die Zahl der Listen (8) und der Kandidierenden (27) mehr als verdoppelt. Zurückzuführen war der Zuwachs an Listen allerdings nicht auf neue Parteien, obwohl die BDP erstmals auch im Innerschweizer Kanton antrat, sondern auf die Multiplikation der Unterlisten arrivierter Parteien. So kandidierten etwa die SVP und die SP gleich mit vier und die FDP, die CVP und die Grünen mit jeweils zwei Unterlisten. Es kam zu zwei Listenverbindungen, nämlich zwischen der SP, der GP und der EVP sowie zwischen der FDP und der BDP. Mit der Zunahme der Anzahl Kandidierenden ging ein Rückgang des Frauenanteils einher. 2007 waren noch 37,5% der Kandidierenden Frauen, 2011 stellten die 21 Kandidatinnen lediglich noch einen Anteil von 32,8%.

Der Rückgang des Wähleranteils der SVP um sieben Prozentpunkte und der damit verbundene Sitzverlust kamen überraschend. Zwar blieb die SVP mit 38% Wählerstimmenanteil die mit Abstand stärkste Partei, der Verlust war allerdings auch im gesamtschweizerischen Vergleich beträchtlich. Er war nur zur Hälfte auf das Antreten der BDP zurückzuführen, die 3,4% der Wählerschaft von sich überzeugen konnte. Zuzulegen vermochte auch die SP, die neu über 15,7% Wähleranteil (+1,8 Prozentpunkte) verfügte und damit ihren Sitz sicher verteidigen konnte. Auch die CVP legte leicht um 0,5 Prozentpunkte zu und kam neu auf 20,6%. Ihren Sitz wird neu Alois Gmür besetzen. Den vor acht Jahren verlorenen Sitz konnte die **FDP** mit Petra Gössi zurückgewinnen. Dank der Listenverbindung mit der BDP reichten die 15,5% Wählerstimmen, obwohl dieser Anteil rückgängig war (2007: 16,7%). Auch die Grünen (3,8%, +0,4 Prozentpunkte) und die EVP (1,1%, +0,2 Prozentpunkte) konnten leicht zulegen. Mehr als die Hälfte der Wahlberechtigten (50,5%) ging an die Urne. Die Wahlbeteiligung war damit jedoch im Vergleich zu 2007 (52,3%) leicht rückläufig.<sup>46</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 23.10.2011  
MARC BÜHLMANN

Im **Kanton Schaffhausen** griffen 21 Personen auf elf Listen die Sitze von Hans-Jürg Fehr (sp) und Thomas Hurter (svp) an. 23,8% der Kandidierenden waren Frauen (2007: 28,6%). In keinem anderen (Nicht-Majoror-)Kanton war dieser Anteil geringer. Die vier zusätzlichen Listen im Vergleich zu den Wahlen 2007 waren der CVP und der SP geschuldet. Während die Christdemokraten erstmalig antraten, präsentierten sich die Sozialdemokraten gleich mit drei Listen (inkl. Juso und International). Auch die EDU, die ihre Liste mit der SVP verband, und die Alternative Liste in Verbund mit der SP traten mit Kandidierenden an. Die FDP und die CVP gingen ebenfalls eine Listenverbindung ein. Mit der für Schaffhausen hohen Zahl an Listen und Kandidierenden wurde als Wahlunterlage erstmals nicht mehr ein auseinanderfaltbares Blatt mit allen Listen, sondern eine Broschüre mit einzelnen Listen verschickt.

Allerdings wurden die beiden Bisherigen Hurter (svp) und Fehr (sp) erwartungsgemäss **glanzvoll wiedergewählt**. Sowohl die SVP (39,9% +0,8 Prozentpunkte) als auch die SP (34,6%, +0,4 Prozentpunkte) konnten dabei sogar noch leicht an Wählerstimmen zulegen. Mehr als die Hälfte ihrer Wählerinnen und Wähler verlor die FDP, die nur noch auf 12,3% Wähleranteil kam (-14,4 Prozentpunkte). Die CVP erlangte 5,2%, die Alternative Liste 4,3% und die EDU 3,8% der Wählerstimmen. Trotz wenig spannender Ausgangslage gingen 60,8% der Schaffhauserinnen und Schaffhauser an die Urne, was der im Kanton herrschenden Wahlpflicht und dem weitaus spannenderen Ausgang bei den Ständeratswahlen geschuldet war.<sup>47</sup>

Im **Kanton Schaffhausen** traten fünf Kandidaten an. Bedrängt wurde vor allem der freie Sitz der FDP. Christian Heydecker sollte diesen als potenzieller Nachfolger von Peter Briner (fdp) verteidigen. Angegriffen wurde die FDP vom parteilosen Vater der Abzockerinitiative Thomas Minder, der lange Zeit mit einer Kandidatur lavierte, mit Kritik gegen die FDP und Heydecker auf ganzseitigen Zeitungsinseraten aber schon früh auf sich aufmerksam machte. Erst Mitte August gab er schliesslich bekannt, parteilos für den Ständerat zu kandidieren. Am ehesten würde er grünliberales Gedankengut vertreten. In der Folge betrieb Minder einen aufwändigen, nach eigenen Aussagen selbst finanzierten Wahlkampf. Zudem wollten Matthias Freivogel (sp) und Ex-Regierungsrat Herbert Bühl der Ökoliberalen den vakanten Sitz der FDP erobern. Die Verteidigung des SVP-Sitzes durch den Bisherigen Hannes Germann galt hingegen als praktisch sicher. Die SVP hatte diesen Sitz bereits seit über 80 Jahren inne. Die Volkspartei sprach sich zudem für eine Unterstützung von Heydecker aus. Auch die CVP und die EDU empfahlen das Ticket Germann/Heydecker.

Tatsächlich schaffte **Germann** seine Wiederwahl mit 15'577 Stimmen deutlich. Für das absolute Mehr wären 12'927 Stimmen nötig gewesen. Diese Zahl verpassten sowohl Minder (11'879) als auch Heydecker (8'179), Freivogel (7'141) und Bühl (6'738). Nur letzterer trat für den zweiten Wahlgang nicht mehr an. Die Auseinandersetzungen vor dem zweiten Wahlgang waren heftig. Die etablierten Parteien versuchten mit vereinten Kräften, Thomas Minder zu verhindern. Der Unternehmer sei mit dem Kanton nicht verbunden und würde, ohne grosse politische Erfahrung und ohne Fraktion, die Anliegen des Kantons nicht vertreten können. **Minder**, der mit seiner Mischung aus ökologischen und konservativen Anliegen Wählerinnen und Wähler aus dem ganzen politischen Spektrum anzusprechen schien, holte im zweiten Umgang allerdings nochmals praktisch gleich viele Stimmen (11'853) wie im ersten und zog damit in die kleine Kammer ein, wo er sich nach ersten erfolglosen Verhandlungen mit der GLP der SVP-Fraktion anschloss. Ihren Sitz abgeben musste damit die FDP. Der noch einmal von der SVP unterstützte Heydecker machte im zweiten Wahlgang, an dem sich 61,7% der Wahlberechtigten beteiligten, sogar noch weniger Stimmen (7'586) als Freivogel (8'336). Letzterer profitierte von den durch den Rücktritt von Bühl frei werdenden Stimmen aus dem linken Lager, allerdings nicht in erwartetem Umfang. Damit war die FDP des Kantons Schaffhausen, die 2007 bereits ihren Nationalratssitz verloren hatte, auch im Ständerat nicht mehr vertreten.<sup>48</sup>

Den Bisherigen Bruno Frick (cvp) und Alex Kuprecht (svp) wurden im **Kanton Schwyz** gute Wiederwahlchancen eingeräumt. Zwar war dem seit 1991 im Ständerat sitzenden Frick die lange Amtszeit angekreidet worden, die Herausforderer der FDP (Vincenzo Pedrazzini), der Grünen (Toni Reichmuth und Brigitta Michel Thenen) und die Kandidatur der Parteilosen Martha Leuthard wurden aber als zu wenig schlagkräftig eingeschätzt.

Anders als im Nationalrat konnte die SVP im Ständerat einen Erfolg feiern. **Kuprecht** schaffte mit 23'294 Stimmen als einziger mühelos das absolute Mehr im ersten Wahlgang. Frick kam hingegen lediglich auf 17'069 Stimmen. Der drittplatzierte Pedrazzini erhielt beachtliche 13'216 Stimmen. Die restlichen Kandidierenden kamen nicht über 8'000 Stimmen hinaus. Im Umstand, dass Frick zum ersten Mal seit 20 Jahren in einen zweiten Wahlgang musste, witterte die SVP ihre Chance. Für den zweiten Wahlgang stellte sie den eigentlich zurückgetretenen Nationalrat Peter Föhn auf. Neben Frick und Föhn traten Pedrazzini und Leuthard noch einmal an. Die SP und die Grünen empfahlen Frick. Zu aller Überraschung konnte jedoch **Föhn** den zweiten Umgang gewinnen. Mit 15'899 Stimmen erhielt er 1'066 Stimmen mehr als Frick, der damit abgewählt wurde. Die Stimmbeteiligung beim zweiten Wahlgang lag bei 43,9%. Eine Beschwerde, die beanstandete, dass Föhn die verlangten 50 Unterschriften nicht rechtzeitig eingereicht hätte, wurde vom Bundesgericht abgewiesen. Die SVP konnte somit gleich zwei Schwyzer Kantonsvertreter nach Bern schicken. Da im Kanton Schwyz der Ständerat vom kantonalen Parlament bestätigt werden muss und dies erst am 14. Dezember möglich war, fehlte Föhn allerdings bei den Bundesratswahlen.<sup>49</sup>

Im **Kanton Schaffhausen** traten anlässlich der **Ständeratswahlen** Hannes Germann und Thomas Minder zur Verteidigung ihrer Sitze an. Die Phalanx aus FDP und SVP wurde bei den letzten Wahlen durch den Unternehmer und Urheber der „Abzocker“-Initiative Thomas Minder durchbrochen. Die FDP wollte nun mit Regierungsrat Reto Dubach das 2011 verlorene Mandat zurückerobern. Die Schaffhauser Sozialdemokraten, welche mit Esther Bühler erst einmal (1979-1991) im „Stöckli“ vertreten waren, versuchten dies mit Kantonsrat Walter Vogelsanger zu ändern.

Als weitgehend ungefährdet wurde der Sitz von SVP-Ständerat Hannes Germann betrachtet. Der ehemalige Ratspräsident galt als moderater Vertreter der Volkspartei in Bern und konnte auf Unterstützung weit über die Parteigrenzen zählen. Eindeutig umstrittener war das Mandat des selbsternannten politischen Outsiders Thomas Minder. War dessen Beliebtheit 2011 noch hauptsächlich auf seine Volksinitiative zurückzuführen, so hatte sich das Bild mit seinem Beitritt zur SVP-Fraktion sowie seiner Unterstützung für die Masseneinwanderungs- und die Ecopop-Initiative etwas verändert. Neben seinem oft recht deutlich rechtsbürgerlichen Kurs wurde dem Trybol-Geschäftsführer auch vorgehalten, er würde sich in Bern zu wenig für die spezifischen Interessen des Kantons Schaffhausen einsetzen. Sein aussichtsreichster Konkurrent – Regierungsrat Reto Dubach – konnte derweil auf breite Unterstützung in bürgerlichen Kreisen zählen. Selbst die Ökologische Bewegung Schaffhausen (ÖBS) – der Schaffhauser Ableger der Grünen Partei – unterstützte den FDP-Kandidaten offiziell. Die SVP ihrerseits gab einzig für ihren eigenen Kandidaten eine Wahlempfehlung ab, nicht aber für Minder. Mit Ausnahme der EVP wurde Minder damit von keiner etablierten Partei unterstützt. Dem SP-Mann Walter Vogelsanger wurden als einzigem linkem Kandidaten im bürgerlich dominierten Kanton kaum reelle Chancen eingeräumt. Der Wahlkampf war geprägt durch den Zweikampf zwischen Minder und Dubach. Minder sah sich in der Rolle des Aussenseiters, in welcher er sich trotz Bisherigen-Status als Alternative gegen das „Establishment“ positionierte. Es stellte sich die Frage, inwieweit die nationale Bekanntheit des Amtsinhabers und sein Erfolg mit der „Abzocker“-Initiative zu einem weiteren Wahlsieg verhelfen könnten. Auf der anderen Seite galt Dubach als gemässigter Vertreter der FDP. Trotz seinem für wenig Begeisterungstürme sorgenden Wahlkampf, schien er insbesondere durch sein Einstehen für den Atomausstieg und seine ökologischen Ansichten auch für Wähler links der Mitte attraktiv zu sein. Weil für das Rennen um den zweiten Sitz neben Germann von einem zweiten Wahlgang ausgegangen wurde, schien die Rückerobung des Mandats durch die FDP möglich.

Zu einem solchen zweiten Wahlgang kam es jedoch nicht, denn neben Germann schaffte auch Thomas Minder den Wiedereinzug ins Stöckli bereits im ersten Anlauf. Germann führte das Feld mit 20'747 Stimmen klar an, während Minder mit 13'733 Stimmen die Hürde des absoluten Mehrs (13'195) knapp übersprang. Auf dem dritten Rang folgte – zur grossen Überraschung – der Sozialdemokrat Vogelsanger mit 7'952 Stimmen. Für den FDP-Regierungsrat Dubach bedeutete der vierte und letzte Platz mit nur 7'731 Stimmen eine herbe Enttäuschung. Das Schaffhauser Stimmvolk hat sich also für Kontinuität entschieden.<sup>50</sup>

Bei den **Nationalratswahlen** im **Kanton Schaffhausen** sind jeweils nur zwei Nationalratssitze zu vergeben. Trotzdem stellten sich den Schaffhauser Stimmbürgerinnen und -bürger ganze 21 Kandidaten auf insgesamt 11 Listen zur Wahl. Der Frauenanteil auf diesen Listen betrug – wie bereits 2011 – 24%. Aufgrund der Ausgangslage mit den zwei sich gegenüberstehenden Blöcken – bürgerlich und rot-grün – wurde kaum mit Überraschungen am Wahltag gerechnet. Die amtierenden Nationalratsmitglieder Thomas Hurter und Martina Munz galten dementsprechend als wenig gefährdet. Die Sozialdemokratin Munz war noch während der Legislatur für den ehemaligen nationalen Parteichef Hans-Jürg Fehr nachgerückt.

Auf bürgerlicher Seite gingen SVP, FDP und EDU eine Listenverbindung ein. Von einem taktischen Schulterschuss konnte jedoch kaum die Rede sein, da die SVP auch ohne Listenpartner ihren Sitz wohl problemlos hätte verteidigen können. Für die FDP hingegen gab es aus realistischer Sicht weder mit noch ohne Listenverbindung ein Vorbeikommen an den Amtsinhabern aus SVP und SP. Links der Mitte schlossen sich SP, die Alternative Liste (AL) sowie die Ökoliberale Bewegung Schaffhausen (ÖBS) zusammen. Letztere hatte noch während der Legislatur einen Wechsel von der nationalen Grünen Partei zu den Grünliberalen geprüft, entschied sich letztlich aber für ein Verbleiben in der GPS. Abwesende bei der Wahl blieb dieses Mal die CVP, welcher im nördlichsten Kanton der Schweiz eine unbedeutende Rolle zukommt. Sie

unterstützte jedoch die freisinnigen und jungfreisinnigen Kandidierenden. Der Zusammenschluss auf linker Seite vereinte weit weniger Wähleranteil auf sich als der breite bürgerliche Block, weshalb man im linken Lager die Wichtigkeit der Listenpartner betonte und die Wahl auch keinesfalls als Selbstläufer erscheinen lassen wollte. Der mediale Fokus in Schaffhausen lag aber eher auf dem offenen Rennen um den Ständerat als auf jenem um die grosse Kammer. Die Schaffhauser Nachrichten – einzige lokale Tageszeitung – empfahlen entsprechend ihres bürgerlich-liberalen Ursprungs den FDP-Kandidaten Martin Kessler sowie den gemässigt politisierenden SVP-Nationalrat Thomas Hurter zur Wahl.

Der Wahlnachmittag wurde schlussendlich spannender als allgemein prophezeit. Grund dafür war der erneute, schon fast unheimlich erscheinende Wahlsieg der SVP (45.3%, +5.4 Prozentpunkte) sowie das Abstürzen der Sozialdemokraten auf 28.8% Wähleranteil (-5.7 Prozentpunkte). Die alternative Liste (4.4%, +0.1 Prozentpunkte) und die erstmals angetretene ÖBS (3.4%) retteten der amtierenden SP-Nationalrätin Martina Munz jedoch den Sitz. Thomas Hurter konnte sein Mandat hingegen problemlos verteidigen. Zusammen mit der FDP (12.9%, +0.6 Prozentpunkte) und der EDU (5.1%, +1.3 Prozentpunkte) vereinte der bürgerliche Block schlussendlich deutlich über 60% der Stimmen hinter sich. Somit verpasste die SVP mit ihrem zweiten Kandidaten Pentti Aellig nur ganz knapp eine Doppelbesetzung. Letztendlich blieb in der Schaffhauser Nationalratsdelegation aber alles beim Alten. In Sachen Wahlbeteiligung schwangen die Schaffhauser wieder einmal oben aus. Mit 62.7% war die Stimmbevölkerung des Kantons nationale Spitzenreiterin der Wahlen 2015.<sup>51</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 18.10.2015  
ANDREA DENZ

Entgegen dem nationalen Trend verringerte sich im Vergleich zu 2011 die Zahl der Kandidierenden für die **Nationalratswahlen im Kanton Schwyz**. Waren es damals noch deren 64, versuchten 2015 nur noch 50 Bewerberinnen und Bewerber ihr Glück. Sie taten dies auf insgesamt 13 Listen (2011: 17). Der Frauenanteil hingegen stieg auf 36% (2011: 32.8%) und kam beinahe an den Rekordwert von 37.5% aus dem Jahr 2007 heran.

In der abgelaufenen Legislatur wurde die Schwyzer Bevölkerung durch eine ausgeglichene Delegation aus je einem Mitglied der SVP, der FDP, der CVP und der SP vertreten. Die FDP hatte 2011 – nach 8-jähriger Absenz – mit einem denkbar knappen Resultat ihren Sitz von der SVP zurückgeholt. Somit bot sich für die aktuellen Wahlen eine spannende Ausgangslage. Eine breite bürgerliche Allianz wurde zwar von der SVP forciert, stiess bei der CVP und der FDP aber auf wenig Gehör. Gerade weil im Ständeratswahlkampf ein Angriff auf die beiden amtierenden SVP-Vertreter zu erwarten war, betrachtete man eine Listenverbindung mit der SVP als nicht vertretbar. Somit verbanden sich die grossen bürgerlichen Parteien nur intern – jeweils mit ihren Jungparteien und Nebenlisten (FDP Gewerbeliste, CVP Frauen). Die SP war in der komfortablen Ausgangslage, dass sie mit den Grünen und den Grünliberalen gleich zwei Listenpartner gefunden hatte. Für die Verteidigung des Mandats von SP-Fraktionspräsident Andy Tschümperlin rechnete man sich deshalb beste Chancen aus. Für die FDP und Petra Gössi sah die Lage weniger gut aus. Mit dem Nichtantreten der BDP fiel eine Listenpartnerin weg, welche entscheidend zum knappen Erfolg vor vier Jahren beigetragen hatte. Die CVP hingegen erreichte damals das mit Abstand beste Parteieresultat hinter der SVP. Aus diesem Grund wurde CVP-Nationalrat Alois Gmür etwas weniger oft zum Kreis der von der Abwahl Gefährdeten gezählt. Nur gewinnen konnte auf der anderen Seite die SVP. Mit 38% Wähleranteil war einerseits das Mandat von Nationalrat Pirmin Schwander absolut ungefährdet – andererseits musste dadurch das Ziel der Rechtspartei klar die Rückeroberung ihres verlorenen, zweiten Sitzes sein.

Der Wahlsonntag stellte sich schliesslich als äusserst spannend heraus. Wahlsiegerin im Kanton Schwyz war – wie anderswo auch – die SVP. Sie legte auf 42.6% zu (+4.6 Prozentpunkte) und holte sich tatsächlich mit Marcel Dettling ihren zweiten Sitz zurück. Für Brisanz sorgte aber die Personalie der Abwahl. Seinen Sitz abgeben musste nämlich unerwartet Andy Tschümperlin. Seine Partei verlor an Wähleranteil (-2.6 Prozentpunkte, neu: 13.1%), genauso wie die Grünen als Listenpartner (-2.4 Prozentpunkte, neu: 1.4%). Da halfen letztlich auch die 2.8% Wähleranteil der GLP nicht mehr, um das SP-Mandat noch zu retten. Für den Berufspolitiker Tschümperlin und seine Partei bedeutete die Abwahl einen schwer zu verdauenden Schock. Die FDP hingegen gehörte neben der SVP ebenfalls zu den Gewinnerinnen, legte sie doch um ganze 5.1 Prozentpunkte zu (neu: 20.6%) und etablierte sich damit als zweitstärkste Partei im Kanton. Diesen Titel abtreten musste die CVP, welche neu über 19.5% Wähleranteil verfügt (-1.1 Prozentpunkte). Mit diesem Wahlergebnis verbannte das

Schwyzer Stimmvolk die Linke nach 12 Jahren wieder aus ihrer Nationalratsdelegation. Diese besteht neu aus zwei SVP-Vertretern und je einem CVP- und FDP-Vertreter. Die Wahlbeteiligung lag mit 53.7% höher als noch 2011 (50.5%). Der Frauenanteil liegt durch die Wiederwahl von Petra Gössi weiterhin bei 25%.<sup>52</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 18.10.2015  
ANDREA DENZ

Bei den **Ständeratswahlen im Kanton Schwyz** stellten sich mit Peter Föhn und Alex Kuprecht zwei SVP-Vertreter zur Wiederwahl. Für die im Rennen ums Stöckli jeweils wenig erfolgsverwöhnte SVP hatte die Doppelwahl ihrer Schwyzer Kandidaten vor vier Jahren eine wohltuende Abwechslung bedeutet. Ein böse Überraschung erlebte hingegen damals die CVP mit der daraus resultierenden Abwahl ihres amtierenden Ständerats Bruno Frick. Dieser hatte sich dem erst im zweiten Wahlgang antretenden SVP-Nationalrat Peter Föhn geschlagen geben müssen. Die Christdemokraten waren dementsprechend erpicht darauf, den verlorenen Sitz bei den Wahlen 2015 zurück zu erobern. Dafür sorgen sollte ein Zweier-Ticket bestehend aus dem Wollerauer Gemeinderat Marco Casanova und Kantonsrat Bruno Beeler. Gestützt durch das „Überparteiliche Komitee für mehr Schwyz in Bern“ kandidierte zudem die Parteilose Nathalie Henseler. Sie war als Verwaltungsratspräsidentin der Rotenfluebahn sowie als ehemalige Beraterin von SP-Nationalrat Andy Tschümperlin bekannt. Von linker Seite bekamen die beiden Amtsinhaber von den zwei Kandidaten der Juso, Thomas Büeler und Elias Studer, Konkurrenz. Ergänzt wurde das Kandidatenfeld durch den Parteilosen Albert Knobel.

Von einer allfälligen Ablösung eines bisherigen SVP-Amtsinhabers wurde, wenn überhaupt, in einem zweiten Wahlgang ausgegangen. Aufgrund der hohen Zahl an Kandidierenden war dies aber kein unrealistisches Szenario. Als aussichtsreichster Herausforderer galt CVP-Mann Bruno Beeler. Er genoss überparteiliche und offizielle Unterstützung aus CVP, BDP, GLP und EVP. Ein eigentlicher CVP-Spitzenkandidat wäre für viele der ehemalige Nationalrat Reto Wehrli gewesen. Dieser erteilte der Partei jedoch eine Absage. Eine Absage ihrerseits erteilte die CVP der GLP, welche ihr angeboten hatte, mit einem grünliberalen Kandidaten und Bruno Beeler ein Zweier-Ticket zu bilden. Die Christdemokraten entschieden sich jedoch für eine eigene Doppelkandidatur. Dies hatte auch mit dem Verzicht der FDP zu tun, welche sich auf den für sie schwierigen Nationalratskampf konzentrierte. Die Freisinnigen beschlossen für das Rennen um den Ständerat Stimmfreigabe. Die parteilose Seilbahnunternehmerin Nathalie Henseler konnte in ihrem Unterstützungskomitee einige lokal prominente Persönlichkeiten vorweisen. Trotz ordentlicher Medienresonanz ihrer Kandidatur galten ihre Wahlchancen allerdings als überschaubar. Da sie früher als Beraterin von SP-Nationalrat Tschümperlin agierte und nun gleichzeitig betonte, sie stehe der FDP nahe, war sie wohl auch für viele politisch zu wenig fassbar. Die Kandidaturen der beiden Juso-Anwärter und des parteilosen Albert Knobels spielten im Rennen um den Ständerat höchstens eine Nebenrolle. Für ein wenig Aufmerksamkeit sorgten schliesslich noch die Grünen, indem sie – pünktlich zur heissen Phase des Wahlkampfes – eine Volksinitiative zur Einführung des Proporzwahlsystems für den Ständerat lancierten. Bei einigen dürfte dies wohl eher den Verdacht geschöpft haben, dass die Grünen damit die unliebsame Doppelvertretung der SVP quasi durch die Hintertüre loswerden wollen.

Schon am Tag der Entscheidung zeichnete sich ab, dass der Angriff der CVP scheitern würde. Mit deutlichem Abstand auf ihre Konkurrenz verteidigten Peter Föhn und Alex Kuprecht ihre beiden Mandate. Kuprecht erhielt 30'920 Stimmen und sicherte sich damit das beste Resultat. Dahinter übersprang Peter Föhn mit 29'629 Stimmen das absolute Mehr von 26'026 Stimmen ebenfalls einigermassen komfortabel. Mit grossem Abstand folgte auf dem dritten Rang Bruno Beeler, der 14'932 Stimmen auf sich vereinte. Sein Parteikollege Marco Casanova reihte sich mit 11'700 Stimmen auf dem vierten Platz ein – noch vor Nathalie Henseler, welche auf 7'781 Stimmen kam. Die Schlusslichter bildeten Thomas Büeler mit 3'234 Stimmen, Elias Studer mit 3'156 Stimmen und Albert Knobel mit 2'336 Stimmen. Die von vielen Seiten als ausserordentlich und temporär verschriene Doppelvertretung der SVP wurde somit vom Schwyzer Stimmvolk überraschend deutlich bestätigt.<sup>53</sup>

29 Kandidierende auf 15 Listen bewarben sich bei den **Nationalratswahlen 2019** im **Kanton Schaffhausen** auf einen der beiden Nationalratssitze, darunter sieben Frauen (24% Frauenanteil).

Die beiden Bisherigen, Martina Munz (sp) und Thomas Hurter (svp) traten erneut zur Wahl an. 2015 hatte Munz die Wiederwahl nur knapp geschafft, da die SVP, zusammen mit der FDP und der EDU, fast 60 Prozent der Stimmen geholt hatte. Dieses Jahr konnte Munz dem Wahlsonntag entspannter entgegenblicken als vor vier Jahren. Ein Hauptgrund dafür war, dass die FDP-Basis sich weigerte eine Listenverbindung mit der SVP einzugehen. Zu diesem Eklat im bürgerlichen Lager kam es, nachdem die SVP Schweiz Wahlwerbung mit einem Plakat machte, auf dem ein wurmstichiger Apfel abgebildet war. Der Apfel symbolisierte dabei die Schweiz und einer der Würmer war unmissverständlich FDP-blau eingefärbt. Obwohl sich Schaffhauser SVP-Exponenten umgehend vom Plakat distanzieren wollten, war der Schaden angerichtet. Zusätzlich stiessen den FDP-Delegierten die wiederholten Angriffe auf ihren Ständeratskandidaten Christian Amsler sauer auf. Nachdem die Jungfreisinnigen drohten, im Falle einer Listenverbindung mit der SVP die Listenverbindung mit der Mutterpartei zu kappen und alleine anzutreten, beschlossen die FDP-Delegierten mit 26 zu 17 Stimmen, keine Verbindung mit der SVP einzugehen. Weil die Mitteverbindung zwischen GLP – die zum ersten Mal in Schaffhausen antrat –, CVP und EVP zu der Zeit schon stand, blieb der FDP schlussendlich nur die Listenverbindung mit der Jungpartei. Die SP verband sich wie vor vier Jahren mit den Grünen, damals noch als Ökoliberale Bewegung Schaffhausen unterwegs, und der Alternativen Liste (al).

Der Wahlsonntag verlief ohne Überraschung. Martina Munz (10'246 Stimmen) und Thomas Hurter (13'533 Stimmen) wurden locker wiedergewählt, obwohl sowohl die SP (-2.6 Prozentpunkte auf 26.2%) als auch die SVP (-5.8 Prozentpunkte auf 39.5%) Wähleranteile einbüssten. Zulegen konnten hingegen die Grünen, die ihren Wähleranteil auf 6.8 Prozent verdoppeln konnten, und die Grünliberalen, welche bei ihrer ersten Teilnahme an Nationalratswahlen sogleich 5.9 Prozent der Stimmen holten. Die FDP verlor knapp zwei Prozentpunkte und kam somit noch auf 11 Prozent. Die Wahlbeteiligung fiel um 2.9 Prozentpunkte auf 59.7 Prozent. Dies reichte jedoch trotzdem zum nationalen Höchstwert, den Schaffhausen – aufgrund der dort geltenden Wahlpflicht – traditionellerweise für sich beansprucht.<sup>54</sup>

Bei den **Ständeratswahlen 2019** im **Kanton Schaffhausen** stiegen die beiden Bisherigen, Hannes Germann (SVP) und Thomas Minder (parteilos), als Favoriten ins Rennen. 2015 hatten beide dem Angriff der Kandidaten der SP und der FDP standgehalten und wurden im ersten Wahlgang gewählt. Auch dieses Jahr kamen ihre Herausforderer wieder aus diesen zwei Parteien. Die SP schickte den erst 30-Jährigen Kantonsrat Patrick Portmann, früher Mitglied der JCVP, ins Rennen. Die FDP nominierte Christian Amsler, langjähriger Regierungsrat und Vorsteher des Erziehungsdepartements. Amsler hatte 2018 noch erfolglos für den Bundesrat kandidiert. Im Wahlkampf sorgte er vor allem wegen anhaltender Krisen in seinem Departement für Schlagzeilen. Zum einen rief das Schaffhauser Parlament eine PUK ins Leben, um zu prüfen, ob Amslers Departement Missstände in der Schaffhauser Schulzahnklinik ungenügend untersucht hatte. Zum anderen musste er einen Konflikt mit dem Rektor des Berufsbildungszentrums (BBZ) Schaffhausen lösen. Zudem warf die SVP Amsler wiederholt unmissverständlich vor, als Regierungsrat ungeeignet zu sein. Die Vorwürfe der SVP trugen unter anderem dazu bei, dass die FDP-Delegierten sich weigerten, bei den Nationalratswahlen mit der SVP eine Listenverbindung einzugehen. Aber auch die FDP-Parteileitung bat Amsler, sich zu überlegen, ob er wirklich kandidieren wolle. Dieser bekräftigte seine Ambitionen nach kurzer Bedenkzeit. Neben all dem Rummel um den FDP-Kandidaten, rückten die beiden Bisherigen fast schon in den Hintergrund. Hannes Germann, der schon seit 2002 im Ständerat sass und mittlerweile in Schaffhausen als unanfechtbar galt, musste nur bei der Kontroverse um das Apfel-Plakat der SVP Schweiz einen heiklen Moment überstehen. Thomas Minder zehrte derweil in der Bevölkerung weiter von seinem Erfolg mit der «Abzocker-Initiative». Im Parlament war er während der vergangenen Legislatur Teil der SVP-Fraktion, nachdem ihn die GLP nicht aufnehmen wollte.

Wie erwartet setzten sich die beiden Bisherigen Hannes Germann (17'333 Stimmen) und Thomas Minder (14'813) am Wahlsonntag durch. Beide übertrafen das absolute Mehr von 13'029 Stimmen und waren damit schon im ersten Wahlgang gewählt. Ein kleiner Wermutstropfen für Germann war, dass er verglichen mit seinem Glanzresultat bei den Wahlen 2015 über 3400 Stimmen weniger erhielt. Dahinter platzierte sich Patrick

Portmann, der 9'952 Stimmen holte und damit einen Achtungserfolg verzeichnete. Eine Schlappe musste FDP-Kandidat Christian Amsler hinnehmen. Mit 6'346 Stimmen landete er abgeschlagen auf dem letzten Platz und erzielte damit das schlechteste Resultat eines FDP-Ständeratskandidaten in den vergangenen Jahren.<sup>55</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 20.10.2019  
ELIA HEER

Im **Kanton Schwyz** bewarben sich bei den **Nationalratswahlen 2019** 84 Personen auf 21 Listen für einen der vier Schwyzer Nationalratssitze. Damit kandidierten dieses Jahr deutlich mehr Personen als 2015 (50 Personen auf 13 Listen). Der Frauenanteil unter den Kandidierenden betrug dieses Jahr 35.7 Prozent.

Vor vier Jahren hatte die SVP der SP eine empfindliche Niederlage zugefügt, weil Marcel Dettling (svp) anstelle von Andy Tschümperlin (sp) gewählt worden war. Zusammen mit Pirmin Schwander war die SVP Schwyz damit während der letzten Legislatur gleich doppelt in Bundesbern vertreten gewesen. Die anderen beiden Sitze hatten Alois Gmür (cvp) und Petra Gössi (fdp) gewonnen. Da die vier Bisherigen auch 2019 antraten, um die Mandate für ihre Parteien zu verteidigen, gestaltete sich die Ausgangslage für die Herausforderer schwierig: Die SP hätte gerne ihren Sitz zurückerobert, doch die Ausgangslage erschwerte sich für sie noch zusätzlich, weil sie die GLP nicht mehr wie noch vor vier Jahren für eine Listenverbindung gewinnen konnte. So verblieb ihr einzig die Verbindung mit den in Schwyz eher schwachen Grünen. Die GLP fand derweil in einer Mitteverbindung mit der CVP und der EVP Unterschlupf. Bei der CVP schien der Sitz von Alois Gmür unantastbar. Ähnlich sah die Ausgangslage bei der FDP aus. Die Parteipräsidentin der FDP Schweiz Petra Gössi schien zu fest im Sattel zu sitzen, als dass ihr jemand gefährlich werden könnte. Daran änderte auch der Alleingang bei den Listenverbindungen nichts. Wie die FDP verzichtete auch die SVP dieses Jahr auf parteiübergreifende Listenverbindungen. Weil sie zwei Mandate besass, rechnete man am ehesten mit einem Sitzverlust der Volkspartei. Doch auch die wählerstärkste Partei im Kanton konnte dem Wahlsonntag einigermassen entspannt entgegenblicken.

Die Überraschungen blieben denn wie erwartet aus. Alle vier bisherigen Bisherigen schafften die Wiederwahl. Das beste Resultat erzielte Marcel Dettling, der 21'716 Stimmen holte. Direkt dahinter folgte Petra Gössi, welche sich ausserdem mit dem Titel «Panaschierkönigin» schmücken durfte. Über 9'000 ihrer 20'980 Stimmen stammten von parteifremden Listen. Auch Alois Gmür durfte sich über viel fremde Unterstützung freuen. Er erhielt fast 6'000 seiner 14'194 Stimmen auf diesem Weg. Als einziger der vier fand Pirmin Schwander in seiner Wiederwahl einen Wermutstropfen, erhielt er doch deutlich weniger Stimmen als noch vor vier Jahren. Als Grund dafür machte Schwander seine gleichzeitige Ständeratskandidatur aus. Vielen Wählenden sei nicht bewusst gewesen, dass sie ihn für beide Kammern hätten wählen können. Die SVP blieb trotz deutlichen Verlusten (-5.7 Prozentpunkte) klar stärkste Kraft im Kanton. Ihr Wähleranteil betrug noch 36.9 Prozent. Die grüne Welle, welche den Grünen und Grünliberalen in anderen Kantonen erdrutschartige Wähleranteilstuwächse bescherte, fiel im Kanton Schwyz moderat aus. Die Grünen konnten 1.2 Prozentpunkte zulegen (neu: 2.6%) während die GLP sich um 1.8 Prozentpunkte (neu: 4.6%) verbesserte. Die grössten Gewinne verzeichnete die FDP (+2.5 Prozentpunkte, neu 23.1%), welche damit zum zweiten Mal in Folge ihren Wähleranteil deutlich ausbaute. Ebenfalls leicht zulegen konnte die SP (+ 0.7 Prozentpunkte). Die 13.8% Wähleranteil reichten freilich nicht für einen Sitzgewinn. Die Stimmbeteiligung fiel um 5.1 Prozentpunkte, womit neu weniger als jeder zweite Wahlberechtigte seine Stimme abgab (48.6%).<sup>56</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 24.11.2019  
ELIA HEER

Im Vorfeld der **Ständeratswahlen 2019** im **Kanton Schwyz** hatte die kantonale SVP einen gewichtigen Rücktritt zu vermelden. Peter Föhn stellte sich nach 16 Jahren im Nationalrat und zuletzt acht Jahren im Ständerat nicht mehr für eine Wiederwahl zur Verfügung. Sein Amtskollege während der letzten acht Jahre, Alex Kuprecht (svp), wollte es hingegen noch einmal wissen und kandidierte für eine fünfte Legislatur im Ständerat. Um den freigewordenen Sitz von Föhn zu verteidigen, schickte die SVP den langjährigen Nationalrat Pirmin Schwander ins Rennen. Schwander geriet vor einigen Jahren in die nationalen Schlagzeilen, als die Staatsanwaltschaft des Kantons Bern ein Verfahren wegen angeblicher Beihilfe zu Kindsentführung gegen ihn eröffnete. Nach dreijährigen Ermittlungen entlastete ihn die Staatsanwaltschaft im Sommer 2019. Auch gegen einen seiner Herausforderer, den Schwyzer Regierungsrat Othmar Reichmuth (cvp), war im Wahljahr noch ein Verfahren hängig. Die Staatsanwaltschaft Schwyz ermittelte gegen den Schwyzer Baudirektor Reichmuth im Zusammenhang mit einer potentiell illegalen Entsorgungsaktion von kontaminiertem Bauschlamm. Die Ermittlungen waren bis zu den

Wahlen noch nicht abgeschlossen. Nichtsdestotrotz wurde Reichmuth von seiner Partei als Ständeratskandidat nominiert. Nach achtjähriger Absenz hofften die Christdemokraten mit ihm auf eine Rückkehr ins «Stöckli». Die FDP hatte schon seit 16 Jahren keinen Schwyzer Ständerat mehr gestellt, doch auch sie peilte einen Sitz in der kleinen Kammer an. Für die Freisinnigen kandidierte der kantonale Finanzdirektor Kaspar Michel. Auch die vierte grosse Partei im Kanton, die SP, stellte einen Kandidaten – den ehemaligen Küssnachtler Bezirksammann Michael Fuchs. Neben Fuchs setzten die Sozialdemokraten auch Othmar Reichmuth auf ihre Ständeratsliste. Damit wollten sie die Chancen erhöhen, dass Schwyz in der nächsten Legislatur einen Ständerat aus einer anderen Partei als der SVP und der FDP stellt. Das Kandidatenfeld wurde durch die parteilose polnische Auslandsschweizerin Honorata Züger komplettiert. Trotz der spannenden Ausgangslage verlief der Wahlkampf wenig lebhaft.

Am Wahlsonntag schwang der bisherige Ständerat Alex Kuprecht obenaus. Er holte 24'695 Stimmen, übertraf knapp das absolute Mehr von 24'135 und konnte deshalb schon nach dem ersten Wahlgang seine Wiederwahl feiern. Dahinter blieb es spannend. Kuprechts Parteikollege Schwander holte am zweitmeisten Stimmen (21'340), lag damit aber nicht einmal 100 Stimmen vor Othmar Reichmuth, dem ein überraschend gutes Ergebnis gelang – wohl auch wegen der zusätzlichen Stimmen durch die SP-Wählenden. An vierter Stelle reihte sich Kaspar Michel ein (15'379). Michael Fuchs kam immerhin noch auf 11'672 Stimmen. Abgeschlagen auf dem letzten Platz landete Honorata Züger (1'226 Stimmen).

Da neben Kuprecht keiner der Kandidierenden das absolute Mehr erreichte, musste ein zweiter Wahlgang entscheiden. Sowohl Michel als auch Fuchs verzichteten auf eine Teilnahme am zweiten Wahlgang. Während die FDP in der Folge Stimmfreigabe beschloss, unterstützte die SP weiterhin Othmar Reichmuth. Diese Strategie sollte sich schlussendlich auszahlen. Reichmuth entschied die Stichwahl im zweiten Wahlgang nämlich für sich. Er holte 23'359 Stimmen und distanzierte Schwander damit um rund 2'000 Stimmen. Züger (870 Stimmen) blieb erneut chancenlos. Die CVP knöpfte damit der SVP also einen Sitz ab und schickte erstmals seit 2011 wieder einen Ständeratsvertreter nach Bundesbern.<sup>57</sup>

## Ständeratsersatzwahlen

Am 25. August fand die Ersatzwahl für den im Juni **im Amt verstorbenen Ständerat Rico Wenger (svp)** statt. Die **SVP nominierte** im vierten Wahlgang den Wirtschaftsredaktor der Schaffhauser Nachrichten und Gemeindepräsidenten von Opfertshofen, **Hannes Germann**. Darauf forderte ein FDP-Kantonsrat die Wählerinnen und Wähler auf, die bei der Nomination übergangene SVP-Parteipräsidentin Rosmarie Widmer Gysel zu wählen, da sie der FDP näher stünde. Der freisinnige Parteipräsident zeigte Verständnis, sprach sich aber für Germann aus. Die CVP hingegen empfahl, bürgerliche Frauen auf den Wahlzettel zu schreiben. Die SP trat mit Finanzdirektor Hermann Keller an. Gewählt wurde Hannes Germann (svp).<sup>58</sup>

WAHLEN  
DATUM: 25.08.2002  
MAGDALENA BERNATH

- 
- 1) Elections cantonales et communales 2016
  - 2) Elections communales et cantonales 2017
  - 3) Presse vom 7.4.92; TA, 25.3.92; LNN, 30.3.92.
  - 4) NZZ, 24.11.92; SN, 4.11.92.
  - 5) NLZ, 6.1.-10.3.00; Presse vom 13.3.00; 19.5.00
  - 6) SN, 8.4.-20.9.00; Presse vom 25.9. und 26.9.00
  - 7) NLZ, 28.2.04; Presse vom 29.3.04.
  - 8) SN, 18.6.-23.9.04; Presse vom 27.9.04; SN, 28.9.04.
  - 9) NLZ, 12.3.08; Presse vom 17.3.08; NZZ, 19.3.08
  - 10) SN, 10.7. und 14.8.08; NZZ, 25.9.08; Presse vom 29.9.08; SN, 30.9.08.
  - 11) Kantonale Parlamentswahlen 2012
  - 12) Presse vom 12.3.12.
  - 13) SN, 12.4. und 9.8.12; TA, 11.8.12; SN, 17.8., 27.8. und 1.9.12; NZZ, 13.9.12; SN, 20.9.12; SN und TA, 24.9.12; TA, 25.9.12.
  - 14) St. Iv. 14.307 (Zug); St.Iv. 14.316 (Uri); NZZ, 5.3., 19.6.14; ZGZ, 21.6.14; NZZ, 5.11., 20.11., 1.12., 18.12.14
  - 15) AB NR, 2016, S. 541 ff.; LZ, 19.3.16
  - 16) Evolution et explication du système électoral; Listes déposées; Répartition des mandats; Résultats par listes et partis politiques; BU, 2.3.16; BU, 21.3.16; BU, 22.3., 12.7.16
  - 17) SN, 15.9., 26.9., 27.9.16
  - 18) Presse vom 6.4. und 27.4.92; LNN, 19.2. und 13.5.92; LZ, 31.3.92.
  - 19) NZZ, 31.8.92; SN, 8.8., 22.8. und 25.8.92.
  - 20) NZZ, 17.1., 13.3., 15.3. und 13.4.00; SGT, 4.3. und 12.4.00; NLZ, 15.3. und 18.3.00; Presse vom 13.3.00; Presse vom 17.4.00.
  - 21) SN, 7.1.-24.8.00; BaZ, 16.2.00; NZZ, 3.3. und 22.8.00; AZ, 14.8.00.14; Presse vom 28.8.00
  - 22) NLZ, 9.1.-27.3. und 30.3.-3.5.04; Presse vom 29.3. und 17.5.04; NLZ, 11.5. und 14.9.04
  - 23) SN, 16.1.-26.8.04; Presse vom 30.8.04.
  - 24) NLZ, 8.-9.1., 12.1., 15.-16.1., 23.2. und 12.3.08; TA, 9.1. und 13.2.08; Presse vom 17.3.08.
  - 25) SN, 4.4., 8.4., 10.8. und 28.8.08; SN, 1.9.08.
  - 26) NLZ, 28.1.12; NZZ, 23.2.12; NLZ, 6.3.12; Presse vom 12.3.12; NLZ, 14.3. und 28.3.12
  - 27) SN, 13.1., 14.1., 12.4., 15.5., 5.7., 7.7. und 4.8.12; SN, 27.8.12; TA und SN, 28.8.12



- 28) BU, 9.1., 13.1.16; TA, 10.3.16; BU, 21.3.16
- 29) Résultats gouvernement cantonal; SN, 15.3., 14.4., 4.8.16; NZZ, 24.8., 29.8.16
- 30) SN, 13.4., 3.5., 5.5., 6.5., 7.5., 17.5., 7.7., 21.8. und 24.8.; SGT, 31.8.99; NLZ, 2.9.99; TA, 6.8.99; Presse vom 6.9.99; SN, 18.9.99; Presse vom 27.9.99
- 31) NLZ, 9.3., 16.4., 18.5. und 22.5.02; Presse vom 3.6.02; NLZ, 7.6., 19.7. und 30.10.02.
- 32) SN, 15.8.-28.8.07; SGT, 31.8.07; Presse vom 3.9.07.
- 33) SN, 28.5., 13.8., 15.8., 2.9., 7.11., 9.11 und 19.11.09; Presse vom 30.11.09; SN, 2.12.09
- 34) NLZ, 12.3. und 17.3.10; Presse vom 6.-21.4.10; Presse vom 26.4.10; Presse vom 29.4. bis 11.6.; Presse vom 14.6.10
- 35) Presse vom 9.2.-26.8.10; Presse vom 30.8.10; SN, 30.8.10
- 36) SN, 6.9., 16.9., 22.9., 27.9., 29.9., 30.9., 14.10., 21.10., 2.11., 3.11., 4.11., 7.11., 11.11., 17.11., 18.11.17; SN, 27.11.17
- 37) BBI, 1991, S. 671 ff.; Seitz (1991): Nationalratswahlen 1991. Der Wandel der Parteienlandschaft seit 1971; vgl. Presse vom 21.10.-23.10.91. Vgl. auch "Unser Parlament", Beilage zu TA, 2.12.91.
- 38) CVP-Dokumentation, 21.10.91 und CVP-Pressedienst, 23.10.91. ; Longchamp / Hardmeier (1991): VOX-Analyse der Nationalratswahlen 1991; Presse vom 21.- 23.10.91. Politik und Wirtschaft, 1991, Nr. 12, S. 26 ff.
- 39) LNN, 22.10.91.
- 40) NZZ, 16.8.99; Lit. SDA/SRG; Lit. Hirter
- 41) NZZ, 25.10. und 26.10.99; Lit: Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.
- 42) NZZ, 25.10. und 26.10.99; Lit: Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.
- 43) FF, 2003, p. 6863; NLZ, 15.9.03 et presse du 20.10.03 (OW); FF 2003, p. 6864; NLZ, 30.8.03; presse du 20.10.03 (NW); FF, 2003, p. 6865; BaZ, 1.9.03 et presse du 20.10.03 (GL); FF, 2003, p. 6856; NLZ du 20.10.03 (UR); FF, 2003, p. 6857 ss.; NZZ, 21.7.03; BaZ, 6.10.03; presse du 20.10.03 (SZ); FF, 2003, p. 6866 ss.; NLZ, 21.2.03; NZZ des 7.8., 20.10 et 28.10.03 (ZG).
- 44) FF, 2003, p. 6910 ss.; BaZ, 23.8.03; SN, 20.10.03.
- 45) BBI, 2007, S. 8083 ff.; NZZ, 22.10.07; NLZ, 18.8.07.
- 46) BBI, 2011, S. 8267 ff.; NLZ, 22.2. und 23.2.11; SoS, 19.8.11; NLZ, 23.8.11; NZZ, 6.9.11; TA, 13.10.11; NZZ, 14.10.11; Presse vom 24.10.11; NZZ, 25.10.11; www.sz.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (BFS.admin.ch; www.politik-stat.ch); Lit. BFS.
- 47) BBI, 2011, S. 8267 ff.; SN, 5.3.11; NZZ und TA, 23.8.11; SN, 8.9., 29.9., 4.10., 6.10. und 13.10.11; TA, 13.10.11; NZZ, 14.10.11; SN, 24.10.11; Presse vom 24.10.11; SN, 27.10.11; www.sh.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (BFS.admin.ch; www.politik-stat.ch); Lit. BFS.
- 48) SN, 20.1., 22.2., 17.3., 13.4., 14.4. und 15.4.11; NZZ, 16.4.11; SN, 13.8.11; NZZ, 15.8.11; TA, 12.10.11; SN, 20.10. und 24.10.11; Presse vom 24.10.11; NZZ, 25.10.11; SN, 26.10.11; NZZ, 28.10.11; TA, 4.11.11; SN, 10.11.11; NZZ, 11.11.11; Presse vom 14.11.11; TA, 30.11.11; www.so.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (www.politik-stat.ch).
- 49) TA, 18.1. und 12.10.11; TA und NLZ, 24.10.11; NLZ, 25.10.11; NLZ, NZZ und TA, 27.10.11; NLZ, 28.10. und 18.11.11; NZZ, 23.11.11; Presse vom 28.11.11; TA, 29.11.11; Beschwerde: NLZ, 28.11. und 12.12.11; NZZ, 13.12 und 15.12.11; www.sz.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (www.politik-stat.ch).
- 50) SN, 9.6.15; NZZ, 12.6.15; SN, 26.6., 2.7., 31.7., 6.8.15; TA, 19.9.15; SGT, 23.9.15; NZZ, 2.10.15; SN, 15.10., 19.10.15
- 51) NZZ, SN, 29.5.15; SN, 13.7., 31.7., 15.8., 27.8., 26.9., 19.10., 24.10.15
- 52) BU, 8.4.15; NZZ, 27.5.15; BU, 1.7., 19.8., 24.8., 1.9., 6.10.15; BU, 19.10.15
- 53) 112.ISZ\_20151020\_Wahlprotokoll; BU, 9.4., 11.4., 13.4., 14.4.15; BU, NZZ, 23.4.15; BU, 24.7., 11.9.15; So-Bli, 13.9.15; BU, 7.10.15
- 54) SN, 21.2., 28.2., 14.3., 4.4., 9.4., 17.8.19; SN, 20.8.19; SN, 21.8., 23.8., 30.8., 4.9., 24.9., 21.10.19
- 55) SN, 21.2., 23.2., 14.3., 4.4., 22.6., 17.8., 6.9., 20.9., 27.9., 21.10.19
- 56) BU, 13.8., 20.8., 4.9., 13.9.19; BU, 21.10.19; BU, 22.10.19
- 57) BU, 10.1.19; LZ, 16.1.19; BU, 17.1., 29.1.19; LZ, 17.5.19; BU, 6.8., 13.8., 22.8., 4.9., 25.9., 26.9., 12.10., 21.10., 22.10., 23.10., 24.10., 7.11., 8.11., 19.11., 25.11., 26.11.19
- 58) SN, 21.6., 29.6. und 9.7.-9.8.02; SN und NZZ, 26.8.02.